

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

LES LEÇONS DE L'EFFONDREMENT DE L'URSS

P. Servigne et R. Stevens
Page 9

BREXIT: ÉCONOMIQUE OU POLITIQUE?

Jean-Claude Paye
Page 4

DE TOUTE MANIÈRE, CE SERA DUR

Bernard Legros
Page 14



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Th. Van der Elst, 89, 1170 Bruxelles

Illustration: Marion Sellenet



SOMMAIRE

BRÈVES

Page 3

BREXIT

Jean-Claude Paye / Pages 5-6

A VAU-L'EAU !

Philippe Godard / Pages 7-8

LES LEÇONS DE
L'EFFONDREMENT DE L'URSS

Pablo Servigne & Raphaël Stevens / Page 9

DESTRUCTION CRÉATRICE
OU CRÉATION DESTRUCTRICE ?

Paul Lannoye / Page 10

TOUS LES AUTRES
S'APPELLENT MOHAMED

Philippe Godard / Page 11

ANTONIN ARTAUD

Emmanuel Espinasse / Pages 12-13

CE SERA DUR

Bernard Legros / Pages 14-15

OUI, MAIS NON

Alexandre Penasse / Page 16

FAKE

Gwenaël Breës / Page 17

CLAIR COMME
DE L'EAU DE ROCHE

Bertrand Vanbelle / Page 18

DE QUOI LA RESTRUCTURATION
EST-ELLE LE NOM ?

Robin Delobel / Page 19

ALTERNATIVE

Alain Adriaens / Pages 20-21

RECENSIONS

Page 22

NOVLANGUE / VIVE LE POPULISME

Page 23

NOVLANGUE / CHANIC / BD

Page 24

CATER-PILLARD:
STOPPONS L'HYPOCRISIE
NÉOLIBÉRALE

(DE GAUCHE COMME DE DROITE)

Les sorties médiatico-politiques laissent toujours cette impression que ce qui se passe ne relève pas de l'imprévu. On assisterait à une forme d'émergence de l'anormal dans un monde des plus normaux. Ainsi, Caterpillar licencie massivement et les médias de masse s'esclaffent - eux qui ont très certainement quelques actionnaires en commun; le politique, de son côté, toussote et feint de s'étonner: Le MR, fer-de-lance des intérêts notionnels (mais votés et tolérés par la plupart des autres partis) qui ont attiré des transnationales comme Caterpillar, aimantées par les avantages fiscaux alléchants, pleure ce «vendredi noir pour Charleroi et la Wallonie», alors que son président (Olivier Chastel) «est sous le choc et outré après l'annonce de la fermeture de Caterpillar à Gosselies». Encore un peu, on y croit...

Cynique, mais plus honnête, l'administrateur de la FEB (Fédération des entreprises de Belgique) est plus clair, dévoilant à demi-mot son plan: «C'est un drame, mais de l'autre côté il y a des opportunités». Car le Robin des Bois du Bel-20 va créer une *task-force* qui permettra de se faire rencontrer l'offre hautement qualifiée que représentent des milliers de travailleurs de Caterpillar et la demande des entreprises... et par là même de faire jouer la compétitivité, avec des hommes et des femmes moins enclins à faire la fine bouche dès lors qu'ils ont «un enfant à nourrir», viennent «d'acheter une voiture» et voudraient «acheter une maison...»¹. Les gouvernements, grands facilitateurs de la finance, aideront la FEB, car pour eux ils ne s'agit plus d'éviter les licenciements, mais simplement de tenter de gérer les licenciés.

Et qui pourrait jeter la pierre à ces ouvriers, immergés dans la logique, comme la plupart d'entre nous, de l'endettement et du «pouvoir d'achat», qui ont permis d'accroître l'esclavage et les chaînes, en assurant la continuation du profit des entreprises et la consommation? Qui pourrait aussi reprocher cet attachement pour son boulot, là où le travailleur passe la grande partie de sa vie?

Mais ce que l'impression d'accident cache plus profondément, c'est qu'au-delà du drame social, même si Caterpillar survivait, nous ne serions nullement en «situation normale». L'illusion de la norme avant le «drame social» fait oublier que la multinationale symbolise le progrès destructeur, celui qu'aura permis l'or noir, créant bulldozers, camions, engins d'exploitations minières souterraines, extracteurs sur paroi haute, fraiseuses de chaussée, machines forestières, niveleuses, pelles hydrauliques, sondeuses, tombereaux de chantiers, draglines²... tous ces engins qui ponctionnent par tonnes les matières premières, façonnent le monde capitaliste et concrétisent ses projets, ceux-là mêmes contre quoi se battent les êtres des Zones à défendre (ZAD) d'un peu partout en Europe.

L'esclave des mines du Brésil ou du Congo gagne-t-il quelque chose avec la fermeture de Caterpillar? Certes, non... comme le diront les infatigables défenseurs du «si ce n'est pas chez nous qu'on le produit, ce sera de toute façon chez d'autres»³. Nous voulons pourtant opposer à cette forme de résignation la possibilité de joindre dans nos luttes l'esclave du «Sud» avec celui du «Nord» et dire que Caterpillar n'est guère bon... pour personne.

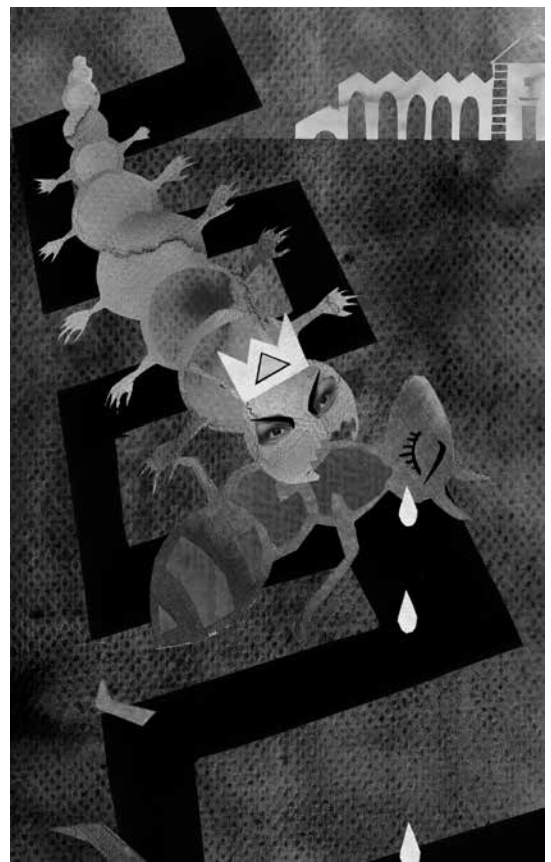


Illustration: Janna Baibatyrova

Pour ceux qui palabrent encore et se demandent si lutte sociale et écologique sont compatibles, privilégiant le versant de la première dans la défense inconditionnelle de l'emploi, on voudrait leur rappeler ce que disait le Marx philosophe: «La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse: la terre et le travailleur»⁴; se souvenir que l'exploitation de l'un se fait toujours au détriment de l'autre, et que le changement ne viendra donc que de la disparition de transnationales comme Caterpillar, orchestrée par le bas, certes (détruisant alors eux-mêmes les emplois destructeurs, changeant les slogans du sauvetage de l'emploi par des «brûlons Caterpillar»).

De fait, cela nécessitera que certains réalisent que «sauver le climat sans toucher aux emplois» n'est pas envisageable, sauf à lutter pour le capitalisme en disant lutter contre...

Alexandre Penasse

(1) La fin de Caterpillar: «J'ai un enfant à nourrir, j'ai acheté une voiture, je devais acheter une maison...», nous confie Michel, effondré». <http://www.lanouvellegazette.be>.

(2) «Les draglines Cat® sont un outil d'excavation essentiel pour de nombreuses exploitations minières à ciel ouvert à travers le monde. Hautement productives, elles offrent le coût par tonne de matériaux le plus faible du marché». Voir http://www.cat.com/fr_FR/products/new/equipment/draglines.html

(3) On proposera ici le nouveau terme de BIMBY (Better In My Backyard), variante du NIMBY (Not In My Backyard) et pour lesquels on trouvera quelques points communs.

(4) Cité dans Gorz, A., Misères du présent, richesse du possible. Éditions Galilée, Paris, 1997

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,
Avenue du Marquis, 34-B
6220 FLEURUS

Tirage: cet exemplaire a été tiré à 1 500 exemplaires

Route: Cambier / livré chez Tondeur par Dioxyde de Gambettes, Tondeur ou Kairos

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
rue Th. Vander Elst, 89,
1170 Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Pierre Lecrenier

Gestion des abonnés
Sandy De Wilde

Recteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia,
Marie-Claire, Alain

Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs/Rédacteurs
Jean-Pierre Léon Collignon,
Paul Lannoye, Gwenaël Breës,
Bernard Legros, Gérald Hanotiaux,
Pablo Servigne, Raphaël Stevens

Ont contribué à ce numéro
Alain Adriaens, Jean-Claude Paye, Philippe Godard, Bertrand Vanbelle, Robin Delobel

Stagiaire
Luca Fiamingo

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Illustrations
Marion Sellenet, Janna Baibatyrova,
Bertrand Panier, Francesca Capellini,
Hélène Bléhaut, Lucie Evrard, Lucia Calfapietra, Aurélie Deschamps,
Emmanuel Espinasse, Amina Bouajila,
Nadia Berz, Priscilla Beccari, Aurélie Garnier, McCloud Zicmuse, Eponine Cottey, Mr.Iou, Pierre Lecrenier

BRÈVES

TAKE EAT
(MANIFESTEMENT
PAS SI) EASY
(QUE PRÉVU)!

Les lecteurs fidèles se souviendront peut-être du Kairos n°22, où était publiée une rencontre avec un cycliste-livreur de plats cuisinés, après une soirée d'essai pour la start-up bruxelloise Take Eat Easy (disponible sur le site kairospresse.be). Notre témoin y décrivait comment l'entreprise traitait ses livreurs - travaillant pour leurs bénéficiaires, mais sous statut d'indépendant - avec l'aide du *smartphone*, outil d'exploitation moderne. Certains livreurs y étaient décrits comme heureux de travailler à vélo et fiers de leurs performances, réalisées dans une ambiance de chaude et virile camaraderie concurrentielle.

L'ambiance a changé. D'abord, Take Eat Easy, c'est fini. Basta, mort, faillite. Voilà donc une chose de faite, *bye bye*. Ensuite, Deliveroo, concurrent direct sur le terrain belge, a récupéré une bonne partie des livreurs qui ne semblent plus partager l'euphorie cycliste... Des revendications émergent et des collectifs se créent pour tenter de réglementer ce métier semble-t-il émergent, en essayant de freiner l'intense précarité intimement lié à celui-ci (voir « *Les coursiers dénoncent les salaires de Deliveroo* », www.lecho.be, 19 août 2016). Concernant la faillite de Take Eat Easy, les livreurs se réveillent également, certes contraints et forcés, puisqu'ils n'ont pas reçu une part de leur salaire en contrepartie des kilomètres enfilés sur le bitume (voir « *Take Eat Easy: d'anciens coursiers envisagent de saisir la justice française* », *Trends Tendances*, 11 août 2016). Ils décrivent aujourd'hui leur travail comme très précaire, ils ne se plaignent plus seulement de l'algorithme et dirigent également leur rage vers le patron.

Au fait, si les travailleurs de l'ex-start-up restent sur le carreau sans leur dû, cela n'a pas empêché l'un des quatre patrons endettés de s'attabler dans un chic et onéreux restaurant bruxellois, peu après la faillite. Nous l'avons aperçu, l'air certes ahuri, mais pas si triste de la déconvenue entrepreneuriale... Face aux salaires précaires des livreurs-cyclistes, nous restons aujourd'hui avec la même interrogation: quel était donc le salaire des boss?

G.H.

ACTION DIRECTE:
EFFICACITÉ CONFIRMÉE
PAR LA CIBLE

Des individus, certes légèrement teintés d'un caractère blasé, prétendent parfois que les mobilisations sociales ne serviraient à rien, que les actions directes n'auraient aucune efficacité. Puis parfois, quand on ne s'y attend pas, hop, au détour d'un article de journal un commentaire lâché par inadvertance prouve la nécessité de continuer...

Le journal *Le Soir* interrogeait, le 10 août 2016, le Français Bertrand Merot, ancien vice-président du LFB (Laboratoire français de biotechnologie), aujourd'hui à la tête de la firme «Bio-Sourcing». Le journaliste Jean-François Munster nous y apprenait qu'avec « *sa première société, Meristem Technologies, Bertrand Merot a d'abord misé sur les plantes transgéniques (tabac, maïs) pour produire une protéine luttant contre la mucoviscidose. Il a dû jeter l'éponge. Ses champs ont été dévastés par les activistes anti-OGM. Un traumatisme...* »

Le pauvre monsieur, en post-trauma, expliquait: « *C'est déjà suffisamment compliqué d'entreprendre. Il faut convaincre des investisseurs, des régulateurs... Si, en plus, ces partenaires ont le sentiment que le projet se fait contre l'opinion publique, ça devient très difficile à gérer. En l'absence de bénéfices immédiats pour eux, les gens ne voyaient que les risques.* » Bravo, action pleinement réussie!

G.H.

DES GRANDS
PRÉS POUR JOUER ?
NON, POUR ACHETER !

Cocorico, Mons a désormais son « mastodonte commercial », poétiquement et « orwellement » dénommé Les Grands Prés: avec 100.000 m² de surface pour 110 boutiques, c'est le plus étendu du Benelux. À la place, les Montois ont failli avoir, raconte le CEO (*Le Soir*, 17 août 2016), « *un campus universitaire ou même un musée d'art contemporain* », mais « *le choix s'est porté sur un centre commercial* ». Ouf! Le CEO vise, pour ce qu'il nomme rien de moins qu'une « *ville nouvelle* », « *8 millions de visiteurs annuels* » (des visiteurs, pas des consommateurs, ce serait trop vulgaire). À grand renfort de logomachie communicationnelle, les affairistes anticipent désormais les critiques habituelles. Plus question de ruiner les petits commerçants du centre-ville, mais « *d'avoir une bonne interconnexion* » entre Les Grands Prés et eux pour « *préservé une diversité et un dynamisme commercial* ». Ils ne se contentent pas de blabla puisqu'une quarantaine d'indépendants ont été financièrement aidés à s'installer! Mais l'objectif reste quand même d'accueillir là aussi de « grandes enseignes ». Fins stratèges, les capitalistes retombent toujours sur leurs pattes, ils reconfigurent les cités

en les marchandisant et en les gentrifiant, avec la bénédiction des autorités politiques. Seules deux choses peuvent encore contrarier leurs plans vénaux: un vrai changement de politique ou de culture, improbable à court terme, ou, plus probable, la dégringolade du pouvoir d'achat des classes moyennes. Répétons-le, de toute manière, ce sera dur.

B. L.

AIR BELGIUM, POUR
NOUS LE POLLUER ET
RÉCHAUFFER

Le gâchis fatal se poursuit. Alors que la Belgique s'est engagée à la COP21 à combattre la hausse de la température terrestre, voici qu'une sixième compagnie aérienne, simplement dénommée Air Belgium, est en passe de voir le jour dans notre petit pays de 30528 km². Elle vise la clientèle chinoise, tant pour les affaires que pour le tourisme, forcément de masse. Elle sera donc « à bas tarifs », dit son futur patron (*Le Soir*, 24 août 2016). Écoutons plutôt le philosophe Bertrand Méheust nous prévenir: « *[Notre société] paraîtra ainsi à différer et à renvoyer dans le futur tous les problèmes environnementaux, psychiques, sociaux, éthiques, qu'elle engendre par sa prolifération incontrôlable, jusqu'à un point absolument indicible de saturation, qui se traduira pour l'espèce humaine par une véritable descente aux enfers* » (in Entropia n° 14).

B. L.

POKEMON GO...
TO SCHOOL !

La rentrée 2016 gâte particulièrement les élèves, qui vont avoir une nouvelle occasion de dégainer leurs *smartphones*. Car les Pokemon risquent bien de hanter les cours, préaux et classes de nos établissements (parions qu'on en trouvera un maximum dans les w.c.). En France, la ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem demande à la société Niantic d'interdire les Pokemon « rares » dans les écoles. Et donc pas les autres. Nouvel exemple de couardise politicienne. Il est vrai qu'interdire *totalemment* cette niaiserie virtuelle, ce serait anti-démocratique! La ministre veut ménager la chèvre numérique et le chou scolaire. À votre avis, qui finira par manger l'autre? Et en Fédération Wallonie-Bruxelles, silence radio sur cette question au cabinet de Marie-Martine Schyns, jusqu'à présent.

B. L.

MÈRE TÉRÉSA
EST DE RETOUR !

Ingrats! Comment osez-vous critiquer Caterpillar, elle qui a tant fait pour les autres via sa fondation - Caterpillar Foundation - qui « *s'est donnée pour mission de réduire la pauvreté et d'amener toute personne dans le monde sur le chemin de la prospérité* » (<http://www.caterpillar.com/fr/company/caterpillar-foundation.html>). Non, mais! S'ils licencient, c'est justement pour augmenter leurs bénéficiaires dont une part est affectée à l'aide aux pauvres. « *L'union fait la force* »; « *Ensemble. Plus forts* »... c'est pas beau leur discours? « *Ils créent de la pauvreté ici pour la réduire ailleurs* », dites-vous? Euh, eh bien, les travailleurs n'avaient qu'à accepter de bosser pour 5 euros de l'heure, comme dans les autres pays où Caterpillar aide les pauvres. Bon, on se demande comment le gars va arriver à la prospérité avec un salaire horaire de misère, et surtout si la prospérité pour tous n'implique pas que Caterpillar soit taxée normalement et qu'elle soit soumise aux gouvernements qui ne font que lui dérouler le tapis rouge. Ponctionnant sans vergogne les fruits de la terre pour s'enrichir, quand on taxera à sa juste valeur ce qu'elle lui prend, à la terre, alors certainement n'aura-t-elle plus besoin de fondation.

A.P.

« LE TTIP EST
MORT, VIVE LE TTIP »

C'est là le titre que l'administrateur de la FEB, Pieter Timmermans, donnait à une de ses chroniques de propagande. Car, faut-il le rappeler, ces êtres n'œuvrent dans leur quotidien, qu'à nous convaincre, entre deux contrats, qu'ils luttent pour nous, le peuple, alors que ce n'est que pour la continuité du remplissage de leur tiroir-caisse. Il suffirait pour cela, s'ils ne filtraient pas les journalistes et les questions, de leur demander dans une interview, combien ils gagnent, où ils placent leur argent, avec qui ils dînent, les cercles qu'ils côtoient... On verrait vite leur vrai visage. Tout ce qu'ils défendent, dès lors, doit d'emblée donner lieu à un sérieux doute. Donc, s'ils défendent le TTIP, on sait pourquoi, eux et leurs copains s'en mettraient encore plus dans les poches. Mais s'ils parlent de « mort du TTIP », c'est bien parce qu'une sorte de stratégie politico-médiatique veut nous faire croire, suite à quelques réactions nationales, que le TTIP ne passera pas. Mais les négociations des criminels européens de la Commission et des Américains, continuent dans l'ombre. Le CETA (accord Europe/Canada) et quant à lui encore plus abouti, lequel permettra aux transnationales américaines, via leurs succursales canadiennes, de faire ce qu'il leur plaît. Allez, en luttant, peut-être un jour pourrions nous crier, et constater, « La FEB est morte, à bas la FEB »!

A.P.

KAIROS A DES BUREAUX !

Rien d'exceptionnel vous direz, mais cela va grandement nous faciliter les choses.

Nous y stockerons les anciens et les nouveaux Kairos. Si vous voulez obtenir des exemplaires, acheter plusieurs exemplaires pour nous aider à les distribuer, n'hésitez pas à venir nous voir, en appelant de préférence avant.

Rue Fernand Bernier, 35, 1060 Saint-Gilles /
Tél. 02/543.44.35

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre: celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte.

Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique, et donc de la citoyenneté.

Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique.

Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. La citoyenneté est à ce prix... elle ne s'achète pas.

BREXIT :

PROBLÈME ÉCONOMIQUE OU QUESTION POLITIQUE ?

Le 23 juin, déjouant la plupart des instituts de sondages, 52 % des électeurs britanniques ont demandé de quitter l'Union européenne. Les discours alarmistes se sont immédiatement multipliés. En ce qui concerne la Grande-Bretagne, les chiffres les plus divers et même les plus fantaisistes circulent, allant jusqu'à une perte de PIB par habitant de 14% à l'horizon 2030, pour le Bertelsmann stiftung, un think tank pro-européen allemand. D'autres se contentent d'évaluations bien plus modestes ne dépassant pas 1 ou 2 points de PIB. Christine Lagarde a rappelé que son institution, le FMI, estimait pour le Royaume-Uni une perte de croissance de 1,5 à 4,5% avec le Brexit. Le choc serait donc rude, avec un arrêt de la croissance dès 2017. En ce qui concerne l'influence sur l'économie mondiale, le discours se veut aussi inquiétant bien que les chiffres avancés infirment l'inquiétude manifestée. Ainsi, le 19 juillet, le Fonds monétaire international a baissé ses prévisions de croissance de 0,1 point pour cette année et l'année prochaine: le Brexit pourrait coûter un dixième de point de croissance à l'économie mondiale, ce qui n'est pas particulièrement inquiétant.

DES MARCHÉS FINANCIERS PEU DÉSTABILISÉS

Les marchés financiers ont vite absorbé le choc. Les indices Euro Stoxx 50 et Stoxx Europe 600, principales références des actions européennes ont, la semaine du 15 août, retrouvé leur niveau du 23 juin, jour du référendum britannique sur la sortie de l'UE. Après avoir chuté de 10,8% dans la foulée du vote, le CAC 40, l'indice phare de la Bourse de Paris, a rebondi de 13% fin août.

Les inquiétudes ont été «neutralisées» par une nouvelle injection massive de liquidités. Une nouvelle fois, les banques centrales ont montré qu'elles étaient prêtes à tout. La Banque d'Angleterre a ainsi abaissé ses taux directeurs et a réactivé son programme d'assouplissement monétaire (*quantitative easing*), tandis que la Banque centrale européenne (BCE) étendait son propre programme de rachat d'actifs. De même, l'atmosphère s'est détendue à Wall Street depuis que la Réserve fédérale américaine (Fed) a laissé entendre qu'il n'y aurait pas de relèvement de taux avant l'élection présidentielle de novembre. Ce scénario constitue une configuration idéale pour la bourse. Le nouveau déploiement de «la politique accommodante», tant de la Fed, de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, dope artificiellement le prix des actifs risqués et accroît les déséquilibres.

Cependant, s'il n'apporte pas vraiment de nouveaux problèmes économiques, le climat d'instabilité qu'il installe met au grand jour les déséquilibres structurels, tant anglo-saxons que ceux de l'ensemble de l'UE et de l'économie mondiale. Le Brexit, annoncé comme une catastrophe pour l'économie de la Grande-Bretagne, doit être relativisé à la mesure du demi-engagement britannique et des multiples dérogations qui le caractérisent. Les inquiétudes des différents acteurs économiques sont moins liées au Brexit en lui-même qu'à son rôle de révélateur des déséquilibres, tant de l'UE que de

l'économie mondiale, causés par les politiques de recours systématiques à la planche à billets des différentes Banques centrales.

DEHORS TOUT EN RESTANT DEDANS

La Grande-Bretagne n'ayant qu'un demi-pied dans l'UE, l'exit britannique ne serait, par la force des choses, qu'une demi-sortie. Le Royaume-Uni est coutumier des va-et-vient et des semi-engagements. On se souvient de la renégociation du chèque britannique sous Margaret Thatcher en 1983. Plus de 4 milliards d'euros de réduction de la contribution anglaise qui furent répartis sur les autres États-membres. On se souvient encore de l'adhésion au Serpent Monétaire Européen en 1990 qui tourna court... de la ratification de Maastricht en 1992 sous réserve de ne pas adopter l'euro, puis de la signature du chapitre social du traité de Maastricht et du traité d'Amsterdam sous Tony Blair, assortie de clauses d'exemption et notamment du refus de participer à l'espace Schengen, ainsi que de nombreuses exceptions concernant le contrôle des frontières, sans oublier le refus britannique de signer le pacte budgétaire de décembre 2011 qui le dispense de la discipline budgétaire des autres États-membres. En n'oubliant pas le paquet cadeau accordé en février 2016 à David Cameron: clause de «sauvegarde» de sept ans suspendant les aides sociales pour les travailleurs ressortissant d'un État membre de l'UE installés au Royaume-Uni, indexation des allocations familiales sur le niveau de vie du pays d'origine, levée des «obstacles» à la circulation du capital, protection tatillonne des intérêts financiers de la City.

UNE SORTIE IMPRÉVUE ET EN TROMPE-L'ŒIL ?

Les dirigeants britanniques ne sont pas pressés de sortir de l'UE. Le départ effectif de la Grande-Bretagne de l'Union européenne pourrait, en raison des difficultés que rencontre l'administration britannique, être reporté à fin 2019. Le ministère, nouvellement créé, chargé de superviser le Brexit, n'aurait engagé que moins de la moitié des fonctionnaires nécessaires à son bon fonctionnement. Quant au ministère du Commerce international, il ne dispose pas encore des experts devant intervenir dans les négociations avec l'UE. Il semble bien que la sortie de la Grande-Bretagne ait été une option non prévue par les politiques qui militaient pour le retrait de l'Union européenne. Selon le *Sunday Times*, des ministres britanniques ont prévenu en privé de hauts responsables du secteur financier de la City de Londres que le recours à l'article 50 pourrait n'avoir lieu que vers la fin de 2017, ce qui reporterait le Brexit à fin 2019.

Quelle que soit la date de sortie, après le statut spécial du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, on lui prépare un régime extraordinaire à l'extérieur. Dans l'UE, réduite pour lui à un vaste marché commun, l'Angleterre se soustrayait déjà à la plupart des politiques communes en matière de frontières, de droits sociaux, d'obligations envi-

ronnementales ou encore de supervision financière et monétaire. En bref, si la Grande-Bretagne faisait partie de l'UE, tout en restant dehors, maintenant, elle sera dehors, tout en étant dedans. D'ailleurs, dans sa première déclaration publique Boris Johnson, figure de proue du Brexit, devenu le nouveau ministre britannique des Affaires étrangères, a affirmé que quitter l'Union européenne ne signifiait pas quitter l'Europe.

UNE POSSIBILITÉ POUR LA GRANDE-BRETAGNE DE SORTIR DE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, deux options s'offrent au nouveau gouvernement, celle de poursuivre et de développer la politique précédente, à savoir favoriser la City par rapport au tissu industriel, en accentuant son caractère de paradis fiscal. La proposition du chancelier de l'échiquier démissionnaire G. Osborne allait en ce sens, en voulant réduire le taux d'imposition des sociétés à 15% au lieu des 20% actuels, un manque à gagner pour l'État financé par une politique d'austérité. Cependant, dès son discours d'investiture, la nouvelle première ministre, Theresa May, a fait savoir qu'elle entendait rompre avec cette politique d'élargissement des inégalités et propose un ensemble de mesures qui ressemble bel et bien à un plan de relance pour soutenir l'activité économique. Au contraire des dirigeants de l'UE, l'euroscéptique conservatrice Theresa May semble s'orienter vers une politique qui tient compte du vote d'électeurs traditionnellement attachés aux travaillistes, ouvriers ou anciens ouvriers précarisés, qui ont choisi clairement, et contre la campagne du Labour, le camp du Brexit. Ce choix de soutien de l'activité économique, opposé à l'entêtement continental d'une politique d'austérité renforcée, est également une tentative d'éviter l'éclatement de la Grande-Bretagne par une sortie de l'Écosse et de l'Irlande du Royaume-Uni.

UN RÉVÉLATEUR DES PROBLÈMES DE L'UE

Cependant, c'est pour l'Union européenne que les difficultés risquent d'être les plus grandes. La seule réponse au Brexit et à la montée du mécontentement vis-à-vis de l'UE sera d'approfondir et de poursuivre la politique de la zone euro mise en œuvre depuis 2010: la réduction des déficits. Afin d'ajouter l'acte à la parole, l'Eurogroupe vient de valider la conclusion de la Commission européenne sur le «manque de mesures efficaces» prises par le Portugal et l'Espagne pour rétablir l'équilibre budgétaire. Une démarche confirmée par le sommet Ecofin qui regroupe les ministres des Finances des 28 États membres. Si elle a permis à ces pays d'échapper à des sanctions, elle ouvre bien la voie à de nouvelles mesures d'austérité budgétaire.

En ce qui concerne l'Italie, la troisième économie de la zone euro, avec sa dette de 2300 milliards d'euros, le déni de l'Eurogroupe est total. Les banques italiennes sont grevées par 360 milliards

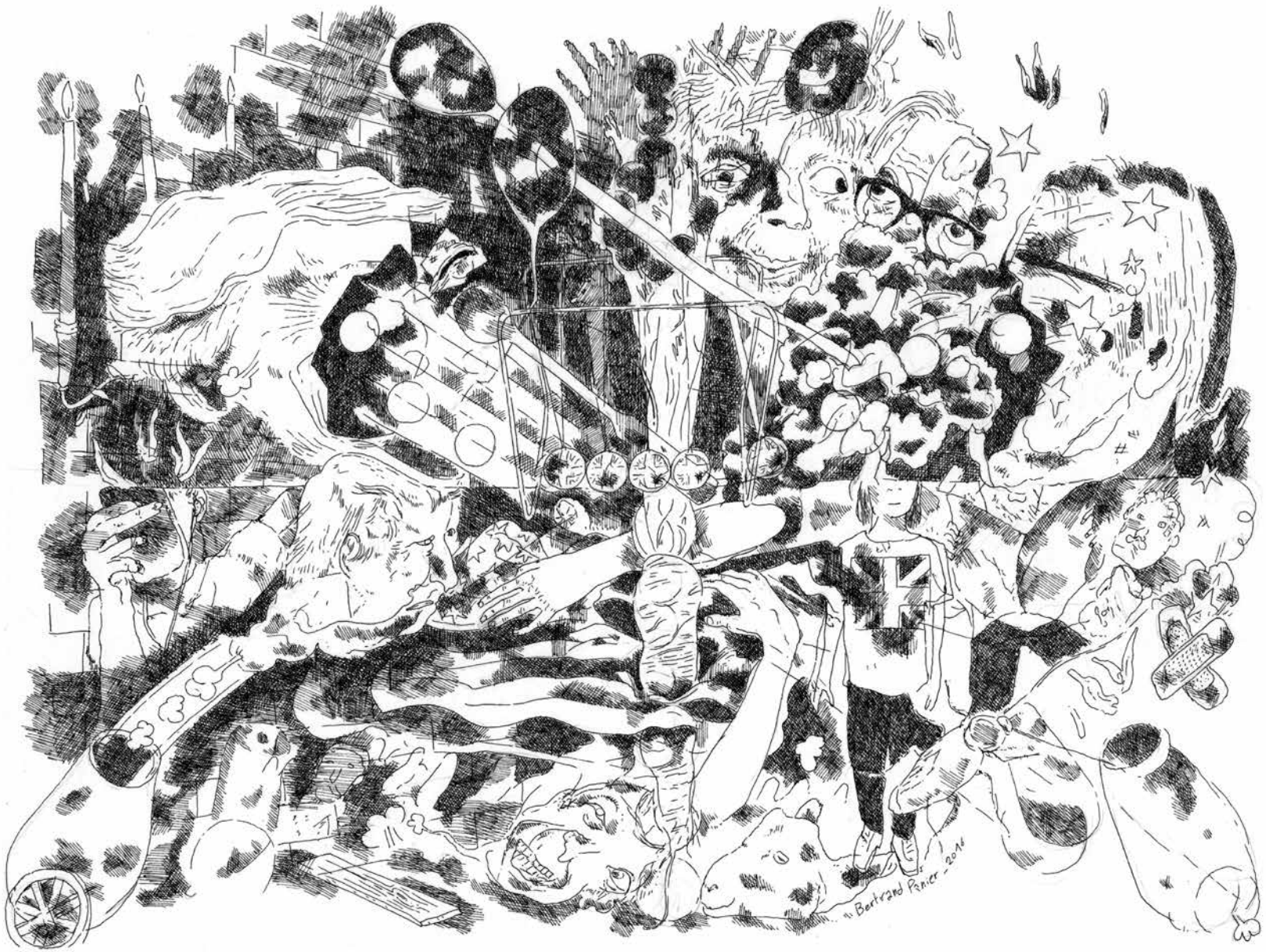


Illustration: Bertrand Panier

d'euros de créances douteuses et ont besoin de capitaux de l'ordre de 40 milliards. La plupart des établissements de la Péninsule se dirigent donc vers une inévitable faillite (avec 20% de pertes, une seule banque, Unicredit, serait encore solvable). Selon les nouvelles règles de résolution de l'union bancaire, créanciers, actionnaires et déposants seront mis à contribution. Aussi, le gouvernement italien négocie le droit d'aider directement les banques par un soutien étatique, ce qui est désormais prohibé en zone euro. Une telle aide conduirait à une augmentation de la dette italienne, déjà à 132,7% du PIB, et conduirait l'UE à réclamer de nouvelles coupes budgétaires à l'Italie. Ce qui, lors des prochaines élections, reviendrait à donner la victoire au parti eurosceptique, le Mouvement 5 étoiles. Une sortie de l'Italie de la zone euro et de l'UE sonnerait la fin de cette dernière.

DÉNI DES PROBLÈMES

Le 29 juillet, l'Autorité bancaire européenne a publié les résultats de son *stress test* appliqué aux banques de l'UE, afin de mesurer leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. Seuls deux établissements ont fait preuve d'une grande faiblesse, la banque italienne *Monte dei Paschi di Siena*, dont l'échec était attendu, et l'irlandaise *Allied Irish Banks*, qui n'a pas non plus satisfait au ratio de solvabilité. L'Autorité bancaire insiste sur le fait que la santé globale du secteur bancaire s'est grandement améliorée depuis la crise de 2008. Les marchés financiers ont été, en ce qui les concerne, plus circonspects, les valeurs bancaires continuant d'être orientées à la baisse.

Le scénario est celui d'une récession de l'économie de l'UE pendant une période de trois ans commençant fin 2015, avec l'hypothèse d'une baisse de 7% du PIB de l'UE en 3 ans. Il ne s'agit donc pas de la simulation d'une crise financière, comme en 2008. D'ailleurs, le test considère, durant la période fictive de trois ans de récession, la valeur des actifs

financiers comme une constante alors qu'en cas de crise financière, comme celle de 2008, elle baisse fortement. Et, dans le test, le prix réel des actifs, tel qu'il est fixé par le marché, importe peu, seule la grandeur comptable est considérée. Ce choix permet de travailler à partir de données obsolètes, sur les chiffres de capitalisation bancaire de décembre 2015. Or, celle-ci a déjà diminué de 40% depuis cette date et le marché reste baissier.

Le Centre pour la gestion du risque de l'université de Lausanne a un autre modèle d'évaluation, basé non plus sur les valeurs comptables, mais sur les prix de marché des actifs bancaires. Ses résultats sont nettement plus négatifs que ceux avancés par l'ABE. En enregistrant les pertes cumulées depuis décembre 2015, le besoin de recapitalisation des banques de l'UE serait de l'ordre de 882 milliards d'euros en juin 2016.

Ces tests font ainsi ressortir une forme de pensée positive que l'on souhaiterait auto-réalisatrice, une méthode d'autosuggestion sur l'absence de gravité des problèmes actuels, qui fait penser à la méthode Coué.

INSTABILITÉ POLITIQUE GÉNÉRALISÉE

Le Brexit est pour l'UE, moins en danger en soi, que le catalyseur de problèmes structurels non résolus. Il produit également une phase d'instabilité au niveau des relations politiques mondiales, principalement en ce qui concerne les rapports de l'Angleterre et de l'Europe avec les USA. Le Brexit est d'abord une rupture avec la volonté politique des États-Unis d'intégrer la Grande-Bretagne au sein de l'Union. L'entrée aux forceps de l'Angleterre résultait de l'intervention des USA qui a dû s'y reprendre à trois reprises, les deux premières ayant été bloquées par le général de Gaulle. La fonction de cheval de Troie US au sein de l'UE a, aujourd'hui, beaucoup moins d'importance, puisque tous les postes de di-

rection, Commission, BCE... sont occupés par des proconsuls et que le droit étasunien a directement force de loi dans l'Union. Cependant, Obama est intervenu directement, afin de s'opposer à la sortie de la Grande-Bretagne. Il a menacé de réduire les relations économiques avec elle et de placer le pays en seconde position par rapport à l'UE. Il est vrai que si le Brexit ne remet aucunement en cause la domination étasunienne, il complique quelque peu les choses. Vu la prégnance de leur hégémonie, les États-Unis en étaient venus à privilégier les accords avec l'UE, au détriment des accords bilatéraux avec les États membres. La sortie de la Grande-Bretagne complexifie ainsi la chaîne de commandement étasunienne. Il en sera de même en ce qui concerne la mise en place d'un grand marché transatlantique USA-UE.

D'une manière plus générale, la sortie de la Grande-Bretagne aura pour conséquence que l'UE aura moins d'importance pour les USA. Ce qui ne pourra que renforcer la stratégie actuelle privilégiant son action au niveau de l'OTAN. Cette institution, grâce à la centralité de sa nouvelle fonction « de gestion des crises » à travers « la lutte contre le terrorisme », jouera un rôle encore plus large dans la direction politique US des pays européens.

Jean-Claude Paye

À VAU-L'EAU! ERREMENTS ET ENTERREMENT DE CETTE DÉMOCRATIE-LÀ



Illustration: Francesca Capellini

Les événements – au sens médiatique de ce terme – qui ont marqué la politique politique de ces derniers mois en disent long sur l'état réel de ce que nous continuons d'appeler «la démocratie». Les attentats salafistes en Belgique, en France ou ailleurs dans le monde, la campagne pour la présidence de Donald Trump, le Brexit, les Nuits debout de Paris et d'autres mouvements de protestation illustrent tous la «crise» de la démocratie, qui est selon nous définitive, en ce sens qu'elle va déboucher sur un autre état de société: au totalitarisme «démocratique» actuel va succéder un état de fascisme ouvert, et sans doute de guerre. Aussi, le débat ne devrait plus être différé: de quelle crise politique s'agit-il au fond? La démocratie est en errance, et nous assistons sans le comprendre à son enterrement; nous glissons désormais vers le conflit généralisé, du fait de la montée des populismes, des tensions et de la violence insensée, promus de fait par les médias qui s'en font les propagateurs partout sur la

planète. Comment éviter que cette société, qui va à vau-l'eau, ne sombre dans le fascisme et la guerre? Car le fascisme et la guerre sont les seuls espoirs du système capitaliste et productiviste, lorsqu'il s'enfoncé, comme c'est actuellement le cas, dans une crise sociale, économique, écologique, politique et éthique.

DE QUOI LES POPULISMES SONT-ILS LE NOM?

Pour les médias, les attentats salafistes, la course folle du raciste Trump ou le Brexit sont des événements en soi. Ce n'est pas certain. Le véritable événement est que nous ne discutons pas, ou plus, de ce qui motive les combattants salafistes, les électeurs de Trump et les Britanniques qui ont choisi le Leave – comme ceux d'ailleurs qui ont choisi le Remain... Ce qui compte, en effet, n'est pas tant de savoir de quelle nature politique sont les évé-

nements que les médias fabriquent – ce sont des faux, dont nous faisons usage... –, que d'élucider leurs causes.

Nous, partisans de l'émancipation, nous nous bornons la plupart du temps à des rôles d'analystes trop classiques. Nous affirmons que Trump joue sur la peur, par la haine de l'étranger, comme les salafistes jouent sur la haine du mécréant. Les partisans du Brexit ont peur des immigrants, nous dit-on, et surtout ils haïssent les technocrates de Bruxelles. Trump tient un discours démagogique au possible, de même que les partisans du Brexit ou ceux de Daech, avec la web-propagande manichéenne de ce groupe terroriste qui attire des jeunes et des moins jeunes en errance. Tout cela est juste mais insuffisant.

Nous savons depuis longtemps que tous les amis des médias de masse, Clinton incluse, jouent sur des sentiments bas, depuis la peur de perdre ce que

l'on possède jusqu'au repli sur soi. Des sentiments qui, quel que soit le contexte, ne devraient pas avoir droit de cité dans un débat politique démocratique digne de ce nom, car tout cela est totalement dépourvu d'ampleur humaniste. Désormais, la seule chose qui importe lors des élections comme dans l'adhésion à l'idéologie totalitaire de Daech est l'individu érigé en critère du vrai – les électeurs ne votent qu'en fonction de leur propre situation sociale et les combattants de Daech visent le paradis pour eux-mêmes, et non pas le bonheur de tous sur terre. Le narcissisme emprunte bien sûr des voies différentes lorsqu'il s'agit de rejeter l'Union européenne pour des raisons économiques ou « patriotiques » et lorsqu'on empoigne une kalachnikov, mais il est toujours là, ce narcissisme consumériste ou destructeur, expression extrême d'un individualisme outrancier, contraire à toute vie collective et humaine.

NE PLUS PENSER POUR NE PLUS AVOIR PEUR ?

Ces personnes qui se déplacent encore pour aller voter ou qui s'envolent pour la Syrie ne pensent plus depuis longtemps, et ne fournissent plus le moindre effort pour s'émanciper. Leur « pensée » est coincée dans les cadres très rigides d'un système idéologique, qui se prétend politique ou religieux, qui n'offre aucune alternative à ce qui constitue le fond de cette société : le mensonge et la violence. Leur pensée est morte. Elle gobe le mensonge des politiciens vantant des programmes qu'ils ne pourront tenir, comme les élus du Mouvement *Cinque Stelle* en Italie, Trump, Clinton, Cameron, Le Pen, Juppé, Al-Baghdadi et leurs comparses. Elle adhère à la violence symbolique, économique et militaire à tous les niveaux, par exemple lorsque les démocraties européennes, telles que la France et la Grande-Bretagne, continuent d'intervenir sur des « théâtres d'opération » comme au temps béni des colonies.

Le populisme, qui est en politique l'art de flatter le peuple pour le faire aller là où le veulent les dirigeants, n'est pas une nouveauté. Déjà, Machiavel annonça et théorisa le populisme dans ses « conseils » au prince pour manœuvrer les sujets par la tromperie, la flatterie, la peur et d'autres bas instincts. À son époque, les moyens de communication n'étaient pas aussi puissants, mais la recette fonctionne d'autant mieux de nos jours. Lors de la Révolution française, nous aurions pu espérer la mort par asphyxie du populisme puisque, héritiers des Lumières, les révolutionnaires se donnaient pour tâche fondamentale d'émanciper l'être humain. Hélas, ils sombrèrent eux-mêmes dans le populisme, avec leurs mesures démagogiques s'appuyant là encore sur la peur et la haine, mesures prises par les jacobins à partir de septembre 1792 et jusqu'à leur chute, en juillet 1794... avant qu'ils ne soient remplacés par d'autres flatteurs du peuple, avec le Directoire puis Napoléon.

Le populisme n'est donc en rien une découverte. Dans les périodes de crise, cependant, le populisme peut faire extrêmement mal aux sociétés et aux individus qui les composent : nous. Le populisme de Mussolini et surtout celui d'Hitler ont coûté pas moins de 60 millions de morts. En 2016, nous avons donc de quoi nous inquiéter. D'autant qu'il semble bien que nous ne comprenons pas pourquoi, aujourd'hui encore, le populisme fonctionne si bien. Se contenter de dénoncer la classe politique pourrie et corrompue – ce qui est vrai à peu près dans toutes les prétendues démocraties, des États-Unis à la Russie, de la Belgique à la France en passant par la Grande-Bretagne – n'est pas une explication suffisante. Le consensus qui « fait société » est brisé, mais la société continue de tourner car il existe un autre consensus, pas du tout politique, plutôt à la fois psychologique et économique, qui fait que la peur de perdre ce que nous avons nous amène à considérer en premier lieu nos propres intérêts immédiats.

LE VÉRITABLE ENJEU EST CELUI DE LA SOUVERAINETÉ

La démocratie est le pouvoir du peuple, mais si le peuple a perdu le pouvoir comme il advient à l'évidence de nos jours, c'est en toute logique que la démocratie doit être déclarée morte. Pourtant, les masses conservent la sensation d'avoir du pouvoir, de vivre comme elles le souhaitent. Elles peuvent voter, et vont d'ailleurs encore massivement voter pour des candidats qui sont pourtant « bonnet blanc, blanc bonnet », selon le mot d'ordre abstentionniste fameux du parti communiste français en 1969. À moins de nous considérer comme l'avant-garde qui a tout compris – à l'image des apôtres de « l'insurrection qui vient », qui ont compris pourquoi on brûle des bagnoles dans les banlieues françaises... –, c'est qu'il y a un autre problème que nous ne voyons pas, ou plutôt que nous ne voyons plus.

Le véritable enjeu de la démocratie est aujourd'hui celui de la souveraineté. Ce terme n'a rien à voir avec le souverainisme que les populistes, justement, tâchent de mettre en avant. Il ne s'agit pas d'être souverains contre Bruxelles et l'Union européenne, mais de maîtriser les choix qui concernent notre propre vie. Être souverains, c'est décider, chacun, de l'emploi de notre vie. Telle est la question politique cruciale, le plus souvent voilée par le système de pouvoir en place.

C'est ainsi que la démocratie par délégation, par le vote, surtout lorsqu'elle ne fonctionne plus du tout comme c'est désormais le cas, cache le vrai problème. De nos jours, les populistes sont peut-être les seuls à avoir une réponse en apparence « populaire » aux dysfonctionnements démocratiques, mais leur réponse consiste en un éloignement encore plus radical de ce que devrait être le pouvoir du peuple, puisqu'il s'agit de manœuvrer les masses comme les moutons de Panurge. Tout le contraire de l'exercice d'un pouvoir véritable des gens.

Être souverains passe par l'expression de notre propre volonté, et par la compréhension que l'humain étant un être social, toute imposition d'un ordre et toute participation à une hiérarchie est contraire à l'idéal même de la démocratie. Comme La Boétie l'a montré de manière définitive, la servitude est volontaire. La servitude est le contraire du libre choix, de la souveraineté, donc.

UN PIÈGE MORTEL ?

La démocratie s'en va à vau-l'eau. Elle aurait dû rester une forme d'organisation de la souveraineté. Si cette utopie fonctionna en partie dans l'Athènes antique – qui se moquait cependant de l'opinion des femmes, des métèques et des esclaves –, on ne connaît aucun exemple dans l'histoire d'une démocratie étendue à l'échelle d'un territoire de millions d'habitants. Rousseau lui-même considérait que la démocratie ne serait pas possible dans la France de son époque : 20 millions d'habitants seulement ! Mais aujourd'hui, l'illusion fonctionne encore. Et elle devient un piège, peut-être mortel.

De la démocratie rêvée ne subsiste que ce qui permet l'ascension du populisme : liberté de choix des individus, respect de toutes les opinions, acceptation du principe du vote. Or, disons-le clairement, ces trois piliers du système démocratique sont inopérants.

La liberté de choix n'existe plus dès lors que le choix ne s'opère qu'entre l'un et l'un, ou l'autre et l'autre ; les candidats sont tous identiques. Clinton ou Trump, Juppé ou Le Pen, Remain ou Leave, aucun choix parmi ceux proposés n'est satisfaisant. Pour exercer leur liberté, les citoyens devraient comprendre vers quel avenir ils s'engagent par leurs votes. Or, il est essentiel de dire et de répéter qu'en plébiscitant Hitler à 89 % en août 1934, les citoyens

allemands ont définitivement montré qu'on pouvait massivement et librement choisir ce qui nous détruira bientôt. Le fascisme et la guerre sont des aspirations des masses, et pas seulement de dirigeants sinistres.

Le respect des opinions d'autrui n'a de sens que jusqu'à une certaine limite : à condition que l'opinion d'autrui n'aboutisse pas à ma propre destruction. Herbert Marcuse, dans *Tolérance répressive*, montre que nous n'avons aucune raison de tolérer ce qui nous réprime et nous détruit, que c'est même un contresens politique : une façon d'asseoir le règne de l'intolérance maximale, jusqu'au fascisme et à la guerre, là encore.

Enfin, le principe du vote n'a plus la moindre valeur parce que le monde est devenu pire que la tour de Babel : nous ne nous entendons pas, nous ne nous comprenons pas, et ce que nous avons construit est désormais trop complexe pour que notre opinion sur l'ensemble du système puisse encore être entendue si nous ne sommes pas des experts dans un domaine donné – et encore faut-il, pour être « entendu », être un expert consensuel, car la critique est, de fait, écartée. Le pouvoir des experts est d'ailleurs l'un des piliers du fascisme originel, celui de Mussolini, et nous devrions là encore être sur nos gardes.

REPOLITISER LE CORPS SOCIAL ?

Comment reprendre la main ? Le système est en proie à des contradictions que chacun, en Belgique ou en France, pourra recenser, à commencer par son incapacité à donner du travail à tous et du fait que l'abrutissement généralisé finit par « monter » des masses jusqu'aux élites, elles aussi devenues inconscientes des enjeux sociétaux. Sortirons-nous du dilemme par l'éducation et la pédagogie ? Sans aucun doute, nous le pourrions, mais en aurons-nous le temps ? La démocratie est morte ; le combat est ailleurs que dans le champ d'expression toléré par les États « démocratiques ». Le futur immédiat est extrêmement tendu mais ouvert. D'un côté, nous constatons qu'émerge une forme nouvelle du fascisme, voire de nazisme, portée par la volonté d'exclure, voire de détruire, les individus aux marges. D'autre part, chaque jour naissent des millions d'êtres humains, inadaptés de fait à cet environnement répressif qui est le nôtre, et qui nous conduit vers la guerre. C'est l'une des tâches principales de ce système, s'il veut durer, que de profiler ces nouveaux individus qui arrivent chaque jour sur la planète. Les profiler ou les détruire. Les profiler afin de les faire adhérer aux prétendues valeurs de notre époque : l'argent, la violence, la puissance.

Ne serait-ce pas à nous de repolitiser le corps social par sa base même ? En nous attelant de nouveau au travail politique avec la jeunesse, afin de lui faire aimer la liberté et désirer l'émancipation, sans lesquelles tout le reste n'est *rien*. Plaçons la lutte contre l'extension de toutes les formes de violence au premier plan de notre action. Par nécessité d'éviter la guerre, qui n'est que la continuation de la fausse démocratie par d'autres moyens que la paix des marchés.

Philippe Godard

TAS D'URGENCES

L'Homme, à ce qu'il se dit, est un *roseau pensant*. Pour son malheur - un malheur maintenant universel - il a aussi de *mauvais penchants*; qui sont aussi partagés que ses vertus. Tantôt il se lance dans de grandioses ou mesquins massacres, tantôt il donne au monde telle œuvre qui passera les siècles. Il est ainsi fait qu'il balance du meilleur au pire et inversement. On voit bien, aussi, que les époques se suivent et ne se ressemblent pas, tout en étant que, toutes choses étant égales par ailleurs, celle que nous avons le privilège de nous partager semble bien dépasser en malheurs et défis de toutes sortes celles qui nous ont précédés.

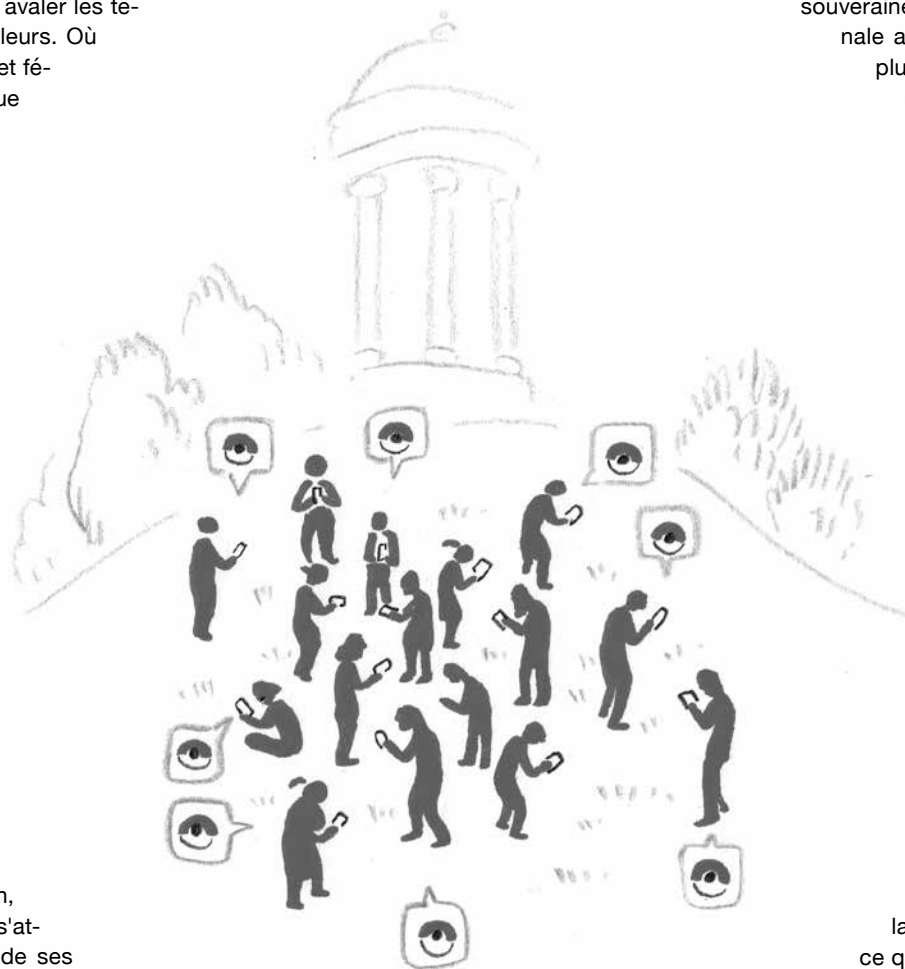
Il paraît que nous sommes en guerre. C'est en tout cas ce que tentent de nous faire avaler les tenants de la chose publique, ici et ailleurs. Où l'on voit que, devant les irréductibles et féroces terroristes qui viennent jusque dans nos bras trucider nos fils et nos compagnes, il n'y a pas d'alternative autre que les déclarations viriles des uns et des autres. Ce dont se moquent bien les individus décidés à en découdre; avec camion, hache, couteau et autres objets contondants. Que celui-ci, responsable du carnage niçois, ait été, dans les minutes qui ont suivi l'annonce du massacre, tenu pour être lié à l'Islam radical était fort commode et, d'une certaine manière, *tombait à pic* pour un pouvoir qui ne sait plus où et comment donner de la tête. Hélas, l'enquête qui a démarré très vite et de manière très officielle a démontré que le personnage ne présentait absolument pas le profil qui lui avait été attribué dans la précipitation; qu'à cela ne tienne, Daesh, trente-six heures après les faits, s'attribuait la gloire d'avoir poussé l'un de ses membres à accomplir son sinistre forfait et, dans la foulée, on affirmait en haut lieu qu'il s'était *vraisemblablement radicalisé* quelques heures - ou quelques minutes? - avant de monter dans son camion. Tout cela était fort commode; mais n'a pu empêcher l'égorgeage d'un prêtre quelques jours après et n'empêchera pas que survienne encore, ici ou là, l'un ou l'autre méfait perpétré par quelque jeune ou moins jeune *désaxé*. Que l'on déploie la totalité des armées française et belge - italienne, allemande ou russe - dans les rues et sur les places serait aussi inopérant que ne l'est la guerre (la vraie) que mènent les *coalisés* contre le prétendu état islamique en Syrie, en Libye, en Irak ou ailleurs. Ce qui, par contre, est parfaitement évident, consiste dans

l'installation insidieuse d'un climat anxigène dans les populations les plus perméables au discours sécuritaire entretenu sciemment par certains responsables politiques et les lamentables éditorialistes et commentateurs qui leur servent de porte-voix. Et on a pu, aussi, prendre connaissance d'injures et d'attaques violentes à l'endroit de personnes, hommes et femmes, qui avaient le malheur d'avoir le profil *arabe* et, donc musulman et donc, suspects et dangereux; voire de mèche avec les terroristes et donc, coupables. Fort heureusement et jusqu'ici, il ne s'est agi que de quelques cas isolés, mais il n'empêche; tout cela augure de bien pénibles lendemains.

dicalistes et leurs adhérents, en lutte contre la fameuse loi travail, adoptée en force tout récemment et qui refusent d'en rester là, n'ont qu'à bien se tenir. Pendant de longs mois encore, les forces de police et de gendarmerie, les services de renseignements auront tout le loisir de pénétrer chez les gens à toute heure du jour et de la nuit, d'arrêter, mettre en garde à vue ou d'assigner à résidence tout qui, de près ou de loin, pourrait avoir, peut-être, sait-on jamais, de vagues sympathies pour telle ou telle mouvance supposée terroriste. De là à ce que l'on étende la notion à la remise en cause d'un état des choses par d'irréductibles et farouches contestataires, le pas pourrait être facilement franchi; démocratiquement, bien sûr, puisqu'en accord avec les lois, décrets et dispositions diverses, adoptés souverainement par la représentation nationale au nom du peuple français; qui n'a plus qu'à s'écraser, pour une partie; et applaudir et se réjouir, pour une autre.

Au reste, au moment où on nous annonce, entre autres nouvelles de toutes sortes, que, désormais, nous vivons à crédit sur une planète dont les ressources s'épuisent irrévocablement et que nous continuons à dilapider dans une belle insouciance, on ne pourra que se réjouir de voir l'entrain avec lequel des milliers de gogos se sont lancés, il y a peu et dans un joyeux désordre, à la chasse aux Pokémons; formidable symbole de l'inanité des temps présents, de ceux qui viennent et qui iront s'assombrissant de jour en jour. Hélas! il n'y a d'autre issue à tout cela que la désormais fatidique certitude de ce que la survie de notre espèce tient à des fils de plus en ténus. L'aveuglement et les visions à court terme de nos élites, la poursuite insensée de la course à la croissance de tout et de n'importe quoi, les sombres perspectives qui se dessinent partout et dans tous les domaines, tout cela et bien plus encore n'annonce décidément rien de bon. Il va bien nous falloir faire contre mauvaise fortune bon cœur; en attendant...

Jean-Pierre L. Collignon



Quant aux citoyens auxquels «*on ne la fait pas*» et qui suivent de manière critique le déroulement des événements, il leur apparaît bien que, comme le disait Debord en son temps et d'autres avec lui, la sombre figure du terroriste est, par certains côtés, bien utile aux pouvoirs en place en ce qu'elle est l'occasion et le prétexte à l'établissement de mesures (comme l'état d'urgence, reconduit indéfiniment au gré des circonstances) qui s'en vont grignoter de plus en plus gravement les droits des gens; parmi lesquels, on doit le craindre, celui de se rassembler, manifester et revendiquer: les syn-

LES LEÇONS DE L'EFFONDREMENT DE L'URSS (I): LA BIODIVERSITÉ

Que nous apprend l'Histoire sur les dynamiques effondrements ? Il y a presque 30 ans, l'Union soviétique se décomposait. Au milieu du déclin des institutions politiques, économiques et sociales, a aussi eu lieu un déclin des populations. Les humains, bien sûr, mais aussi les autres êtres vivants...

Afin d'éclairer l'effondrement en cours de notre civilisation thermo-industrielle, il n'est pas inutile d'aller faire un petit tour du côté du passé. «*Il faut toujours en revenir aux sources et s'en remettre à soi-même*», écrivait l'historien et philosophe arabe du XIV^e siècle Ibn Khaldoun, réputé pour avoir été le premier à articuler une théorie cohérente de périodes successives d'essor et de déclin des civilisations¹.

On pense immédiatement aux Mayas, à l'Empire romain, à l'île de Pâques... des civilisations aujourd'hui disparues qui font le bonheur des archéologues et des producteurs hollywoodiens. Mais il ne faut pas oublier que, plus proche de nous, l'Union soviétique s'est aussi effondrée. Ce fut même l'un des événements historiques les plus marquants de la fin du XX^e siècle. Effondrement partiel², mais effondrement quand même!

Victime probable des effets combinés de son système politique corrompu et sclérosé, d'une innovation technologique défailante, du déclin de sa productivité, d'une course à l'armement trop coûteuse, de son pic pétrolier³, des conséquences de l'accident nucléaire de Tchernobyl, de la *glasnost*⁴ et de la *perestroïka*⁵, l'Union des républiques socialistes soviétiques a fini par se désintégrer en quelques semaines. La chute du mur de Berlin a été l'un des multiples dominos qui fait voler en éclat le Pacte de Varsovie. Si les conséquences de cet effondrement sur l'échiquier géopolitique et le terrain idéologique sont aujourd'hui relativement bien connues, d'autres bouleversements le sont moins.

Par exemple, selon une étude publiée en 2015 dans la revue *Conservation Biology* par une équipe de dix biologistes et écologues⁶, les chocs politiques et économiques de grande ampleur peuvent en général «*sévèrement affecter les efforts de conservation de la biodiversité, car ils s'accompagnent souvent d'une surexploitation des ressources naturelles.*» En analysant l'évolution démographique entre 1981 et 2010 des populations de huit grands mammifères sauvages⁷ vivant dans les pays de l'ex-URSS, les chercheurs ont montré que les populations d'élands, d'ours bruns ou de sangliers, entre autres, ont subi une baisse significative et rapide de leur population immédiatement après l'effondrement de 1991.

Les causes? Le braconnage, la diminution des surfaces de cultures qui servaient de garde-manger aux animaux et l'incapacité des autorités à faire respecter les lois de protection de la biodiversité. Ces résultats, ajoutent les chercheurs, coïncident avec les tendances observées dans d'autres régions. Par exemple, les populations de buffles, d'éléphants et de rhinocéros déclinaient rapidement à cause du braconnage intensif suite à la désintégration de la Communauté de l'Afrique de l'Est en 1977.

L'effondrement de l'Union soviétique a également causé de grandes perturbations à la flore suite à l'abandon des exploitations agricoles et sylvicoles. D'après une étude publiée en 2011⁸, les effets de ce choc socio-économique sur les paysages ont été qualitativement similaires à ceux constatés dans la région de Tchernobyl après l'explosion du réacteur nucléaire, sauf qu'elles ont touché un territoire beaucoup plus vaste (un sixième de la surface terrestre de la planète)⁹.

D'autres études montrent que d'anciens pays du bloc de l'Est comme la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Pologne ou la Slovaquie ont subi une perte importante des surfaces forestières¹⁰. En effet, exsangue, une partie de la population se tourne vers les espaces sauvages pour se nourrir, se chauffer ou plus simplement pour trouver un revenu de subsistance. Elle surexploite les ressources facilement accessibles sans trop de souci de gestion durable... Les changements se produisent si brusquement que les institutions - en pleine déliquescence - ne sont plus en mesure de réagir efficacement.

Les données de terrain montrent que ces tendances se sont inversées après les années 2000, lorsque les conditions socio-économiques se sont améliorées. Les grands mammifères sauvages ont

aujourd'hui retrouvé leur niveau de population des années 80, et les forêts de Russie ont regagné du terrain. Ainsi, lors d'un effondrement, il y a deux temps : celui de l'urgence (le temps court avec une pression démographique humaine), et celui de la renaissance (le temps long avec moins de pression).

Les représentations que l'on se fait des effondrements de civilisations ressemblent plutôt à une résurgence de la nature, comme celle de la forêt vierge qui recouvre les ruines des pyramides mayas. En réalité, bien avant cette renaissance, lorsque l'ordre social est en cours d'effondrement, la nature trinque aussi. Une civilisation entraîne les autres espèces dans sa chute, celles précisément dont elle a besoin pour vivre, ce qui ne fait qu'accélérer la dynamique...

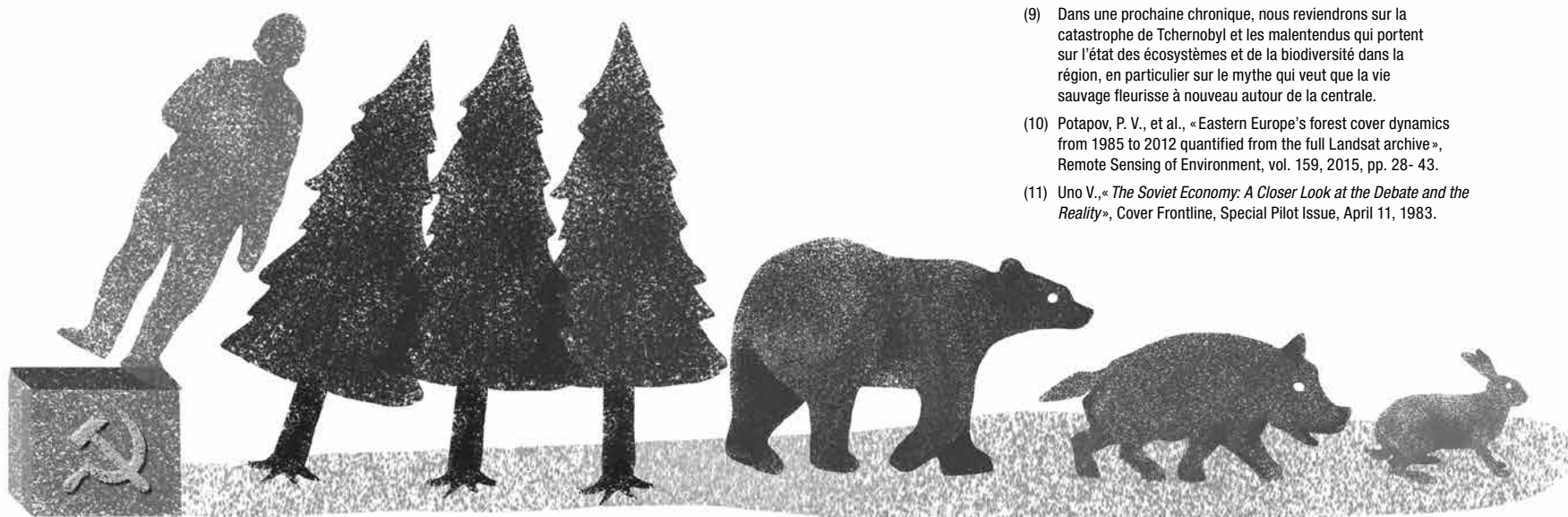
Le cas de l'ex-URSS mérite toute notre attention, car ce qui pourrait nous arriver en Europe de l'Ouest est bien pire : nous avons beaucoup moins de surface forestière, et notre population est bien plus dense. De plus, les Soviétiques étaient auto-suffisants à l'époque, d'un point de vue énergétique et alimentaire¹¹, ce qui est loin d'être notre cas...

Anticiper un effondrement de nos sociétés industrielles et occidentales signifie donc organiser cette grande ruée vers les forêts. Il y a plus d'un demi-siècle, en temps de guerre, le principal outil de régulation était le rationnement. Mais saurons-nous le mettre en place à temps ?

Pablo Servigne et Raphaël Stevens

- (1) Ibn Kkaldoun, Al-Muqaddima, *Introduction à l'histoire universelle*, ou en français *les Prolégomènes*, 1377.
- (2) Voir le livre de Dmitry Orlov, *Les cinq stades d'effondrement, Le retour aux sources*, 2016, dans lequel l'auteur prend l'exemple de l'URSS pour illustrer le troisième stade (sur cinq) : l'effondrement politique.
- (3) Bien que relativement peu connue, cette thèse est aujourd'hui soutenue par certains experts. La production a baissé de près de 50% entre 1985 et 1995. Elle est passée de 12 millions de barils/jour à 7 millions pour augmenter jusqu'à 10 mb/j aujourd'hui.
- (4) Politique de la transparence (liberté d'expression et de la publication de l'information) mise en place après l'accident nucléaire de Tchernobyl par le président Mikhaïl Gorbatchev, à partir de 1986.
- (5) Ensemble de réformes économiques et sociales menées par Gorbatchev de 1985 à décembre 1991.
- (6) Bragina, E. V. et al., «*Rapid declines of large mammal populations after the collapse of the Soviet Union*», *Conservation Biology*, vol. 29, 2015, pp. 844-853.
- (7) Cerf, élan, renne, chevreuil, sanglier, loup gris, lynx et ours brun.
- (8) Hostert, P. et al., «*Rapid land use change after socio-economic disturbances: the collapse of the Soviet Union versus Tchernobyl*», *Environmental Research Letters*, vol. 6, n°4, 2011, pp. 45201.
- (9) Dans une prochaine chronique, nous reviendrons sur la catastrophe de Tchernobyl et les malentendus qui portent sur l'état des écosystèmes et de la biodiversité dans la région, en particulier sur le mythe qui veut que la vie sauvage fleurisse à nouveau autour de la centrale.
- (10) Potapov, P. V., et al., «*Eastern Europe's forest cover dynamics from 1985 to 2012 quantified from the full Landsat archive*», *Remote Sensing of Environment*, vol. 159, 2015, pp. 28- 43.
- (11) Uno V., «*The Soviet Economy: A Closer Look at the Debate and the Reality*», *Cover Frontline, Special Pilot Issue*, April 11, 1983.

Illustration: Lucia Callapetra



DESTRUCTION CRÉATRICE OU CRÉATION DESTRUCTRICE ?

C'est l'économiste Joseph Schumpeter (1883-1950) qui a inventé et fait connaître un concept qui n'a toujours rien perdu de sa popularité auprès des décideurs de tout poil, celui de la destruction créatrice. L'innovation technologique, admet Schumpeter, peut, dans un premier temps, détruire certains types d'activité, jeter au rebut des savoir-faire et des compétences, donc supprimer de nombreux emplois. Mais, c'est pour en créer bien plus dans un second temps, en suscitant de nouveaux besoins et en exigeant de nouvelles compétences. La destruction s'avèrerait donc, en fin de compte, créatrice. L'engouement généralisé parmi les élites bien-pensantes pour l'innovation technologique ne se fonderait donc pas seulement sur une croyance quasi religieuse au progrès mais aussi sur des faits constatés au long des dernières décennies.

N'étant pas économiste et encore moins croyant aux vertus intrinsèques des nouvelles technologies, et plus particulièrement du tout numérique qui s'installe, j'ai du mal à voir ce que tout le monde annonce. Les faits sont là. Les chiffres du chômage sont en croissance régulière dans notre pays, comme d'ailleurs, chez la plupart de nos voisins. Le chômage des jeunes prend des proportions sans précédent dans notre histoire. Chacun de nous voit, dans son entourage, les difficultés rencontrées par les jeunes, même dotés de diplômes universitaires ou de hautes écoles, pour valoriser leurs compétences en accédant à un emploi adéquat. Ce qui, par contre, prolifère, ce sont les emplois précaires, non qualifiés, mal rémunérés relevant plutôt d'un nouveau prolétariat.

Un événement récent a jeté un éclairage révélateur sur ce type d'emploi. Le mardi 26 juillet dernier, à 9 heures, l'entreprise de livraison de repas à domicile et au bureau *Take it easy* annonçait qu'elle mettait la clé sous la porte, trois ans après son lancement à Bruxelles. Ses 4500 livreurs de repas disséminés en Europe ont reçu l'information par mail sur-le-champ, sans préavis et sans la moindre indemnité de rupture de contrat. Il est vrai que leur statut d'auto-entrepreneur, imposé par la start-up belge, ne leur laisse guère de perspective, même pas la possibilité de récupérer leur dû non perçu pour les 25 jours prestés en juillet.

Take it easy n'est pas le mouton noir de l'économie dite collaborative. Cette entreprise fonctionne selon le modèle caractéristique des plates-formes nées de l'essor des technologies numériques : les tâches sont accomplies par des personnes à leur compte, flexibles et qui ne requièrent aucune charge sociale à acquitter. En fait, ces personnes sont des pseudo-indépendants, puisqu'elles sont dans une situation de subordination économique totale, subordination qui n'est compensée par aucune protection sociale. Il s'agit bien d'une nouvelle classe de prolétaires, aimablement qualifiés de collaborateurs pour enjoliver le tableau et séduire les jeunes en perdition.

Un autre événement récent met au grand jour un des mécanismes qui permet aux plates-formes de l'économie du numérique d'être performantes. Airbnb, le site Internet de locations touristiques de particuliers, valorisé début août à 30 milliards de dollars pèse trois fois plus lourd que le géant français de l'hôtellerie, Accor. Airbnb a payé moins de 70000€ d'impôts en France en 2015. Pourtant, Pa-

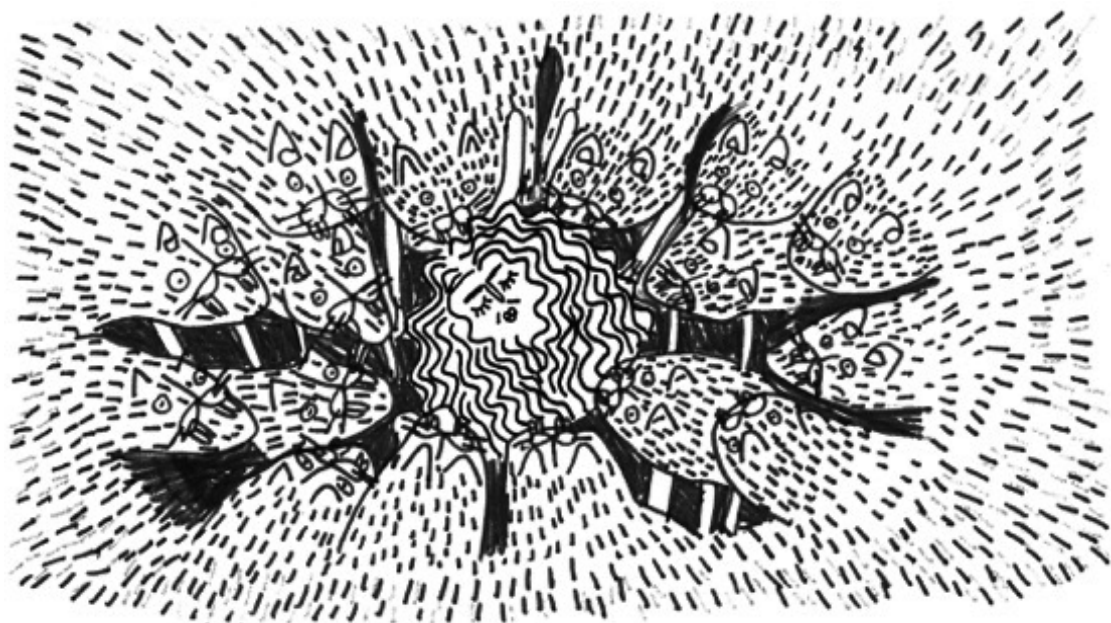


Illustration: Lucie Evraud

ris est la première destination mondiale des clients Airbnb. Cette situation étonnante est parfaitement légale : les sociétés qui lui sont liées sont localisées en Angleterre ou en Irlande où l'impôt est nettement moindre. Mais ce n'est pas tout. Très peu de loueurs, en fait une infime minorité, déclarent au fisc leurs revenus fonciers. Ainsi tout le monde est gagnant chez les acteurs de l'économie collaborative, sauf l'État et les organismes sociaux... Sans oublier les hôteliers, victimes d'une concurrence déloyale sans précédent.

L'économie collaborative est en train de casser le modèle économique existant grâce au numérique. L'innovation technologique exécute ainsi parfaitement la première tâche prévue selon le schéma de Schumpeter. Airbnb détruit le monde des petits hôtels et des pensions de famille. Uber détruit celui des chauffeurs de taxi et des transports en commun. iTunes, Deezer et Spotify détruisent l'industrie musicale en permettant d'obtenir de la musique en ligne gratuitement. Tous les secteurs sont potentiellement menacés par les acteurs de la Net économie. Comme le décrit joliment la journaliste Coline Tison dans son essai aussi percutant que documenté, «casser le modèle économique existant, cela signifie casser la valeur de chacun d'entre nous. Le système est pervers, dit-elle : je suis une grande fan des informations gratuites. Jusqu'au jour où je me suis rendu compte que c'était ma propre valeur que je dépréciais constamment».

En fait, les grands gagnants de l'économie numérique sont les entreprises les plus puissantes du monde : Google, Apple, Facebook, Amazon... Toutes se sont imposées en tant que plates-formes dominantes : Google pour l'information, Apple pour les produits culturels, Facebook en tant que plate-forme sociale, Amazon pour les produits de consommation courante. L'économie collaborative est incontestablement innovante mais on peine à voir pointer les premiers signes annonciateurs de la vague de nouveaux emplois qui, selon Schumpeter, devrait apparaître.

Comme l'explique l'anthropologue Paul Jorion dans son récent essai⁽¹⁾ l'évolution constatée aujourd'hui est qu'on progresse vers une économie que les Américains qualifient de «The winner takes all» (le vainqueur emporte tout) où un très petit

nombre de travailleurs très qualifiés créent une part disproportionnée de la nouvelle richesse. Parallèlement, le reste de la population se bat pour obtenir un poste qui sera mal payé du fait que sa valeur ajoutée est dorénavant négligeable.

Je pense en conclusion qu'il est plus pertinent de parler à propos de l'innovation technologique actuelle de création destructrice plutôt que de destruction créatrice. Qu'il s'agisse du numérique ou de la robotique, la lucidité nous commande de remettre en question les fausses prévisions d'une science économique empêtrée dans un paradigme dépassé.

Dans une interview accordée à La Libre Belgique le 11 février 2015, la prospectiviste Anne-Caroline Paucot annonce que, poussé par les technologies numériques, le monde du travail va s'enrichir de nouveaux métiers. Réjouissons-nous. Parmi les emplois les plus demandés dans un futur proche, il y aura le dataviseur, le jeurologue et le toitagnier. Le dataviseur est celui qui repèrera les gisements de données numériques dans une entreprise et les enrichira. Le jeurologue concevra des dispositifs ludiques améliorant les capacités cognitives des seniors. Le toitagnier cultivera sur les toits.

L'imagination des zéloteurs du progrès est sans limites pour faire avaler des bobards au bon peuple et convaincre journalistes et responsables politiques de la beauté d'un monde déshumanisé par un déferlement technologique programmé par la Silicon Valley.

Paul Lannoye

(1) Coline Tison : *Internet : ce qui nous échappe*, p.79 et suivantes, éd. Yves Michel, 2015.

(2) Paul Jorion : *Le dernier qui s'en va éteint la lumière*, p. 57 et suivantes, Fayard, 2016.

TOUS LES AUTRES S'APPELLENT MOHAMED ET PAS JULES OU PEDRO NI MÊME ANDREAS...

Le massacre de Nice a suscité une réaction unanime qui illustre l'état de notre prétendue démocratie: haro sur le bouc émissaire, l'État islamique. Pourtant, le Mohamed de Nice ne fait pas le ramadan, dit à ses voisins qu'il n'a rien à faire du Coran, bat sa femme, etc. Et quand il se rend dans une agence pour louer un camion pour commettre son massacre du 14 juillet, forcément prémédité puisqu'il fallait bien qu'il attende cette date fatidique, il ne le loue que jusqu'au 13, au risque donc de se faire reprendre le véhicule avant d'agir. Comment peut-on dès lors affirmer que c'est un islamiste, un salafiste, un professionnel du terrorisme, un loup solitaire expérimenté de Daech? Il n'est qu'un psychopathe, un simple psychopathe (cela existe!). Il ressemble bien davantage à Andreas Lubitz, le pilote suicidaire et sous antidépresseurs de German Wings, qu'aux tortionnaires fascistes de l'État islamique. Pourtant, personne parmi le personnel politique et médiatique de notre pays, ni même à l'étranger, n'a rejeté l'assimilation populiste facile: Mohamed = État islamique. Telle est la véritable leçon du massacre de Nice: nous glissons à chaque prétendu attentat vers un fascisme et un racisme de plus en plus assumés par la quasi-totalité du corps politique et médiatique.

Le véritable « événement » du 14 juillet se situe, hélas, ailleurs que sur la triste Promenade des Anglais

Hélas, des commentateurs qui ne connaissent rien au terrorisme ni à la violence dépourvue de sens s'emparent du sujet. Dans une société en déliquescence qui ne sait plus où sont ses véritables valeurs, il est de bon ton d'exprimer l'horreur que l'on ressent devant ce massacre. Oui, ce type est un fou. L'acte qu'il a commis, comme celui d'Andreas Lubitz, est une horreur et le fait d'un individu qui n'a rien trouvé d'autre, pour exprimer ses sen-

timents exacerbés de mal-être et de grandeur (au sens psychologique du terme, une idée délirante de mégalomanie), que d'entraîner dans sa mort le plus grand nombre possible d'individus. Remarquons tout d'abord que la société n'est, elle, pas innocente en la matière car, en dernière analyse, c'est elle qui produit l'isolement des individus dans une sorte de grande foire à la consommation barbare; c'est encore la société qui crée de fait l'incapacité des individus à entrer en relation les uns avec les autres autrement que par médias interposés, en l'occurrence le smartphone et les réseaux sociaux, ce qui implique que, pour être célèbre « un quart d'heure dans le monde » comme le clamait Andy Warhol, certains psychopathes ne trouvent d'autre moyen que le meurtre de masse; enfin, ce sont les médias qui donnent à ce type d'actes une répercussion planétaire, ce qui rend lesdits actes désirables aux yeux des psychopathes, ce dont l'Amérique nous donne chaque semaine ou presque un lamentable échantillon. La société n'est pas « coupable », ce n'est pas de cela dont il s'agit, mais elle est responsable de ce qu'elle est profondément, et des actes comme celui qui s'est produit à Nice le 14 juillet en disent long sur son état. Notre société fonctionne sur trois valeurs fondamentales: l'argent, la puissance et la violence. Ne pas le voir est le meilleur moyen d'aller vers toujours plus d'horreurs, toujours plus quotidiennes et banalisées, comme cela advient aux États-Unis de nos jours.

Le massacre de Nice prouve aussi que, face à l'horreur, les individus qui se croient les plus sensés perdent immédiatement tout sens critique. Tout le monde a embrayé sur la thèse, pourtant fautive, du loup solitaire salafiste. En réagissant ainsi à chaud et de façon totalement irresponsable, nous ne sommes pas loin d'une déclaration de guerre, car la guerre à venir entre les nations européennes se déclarera, comme toujours, sous l'effet d'un choc dont les répercussions seront savamment orchestrées par des médias jusqu'au-boutistes.

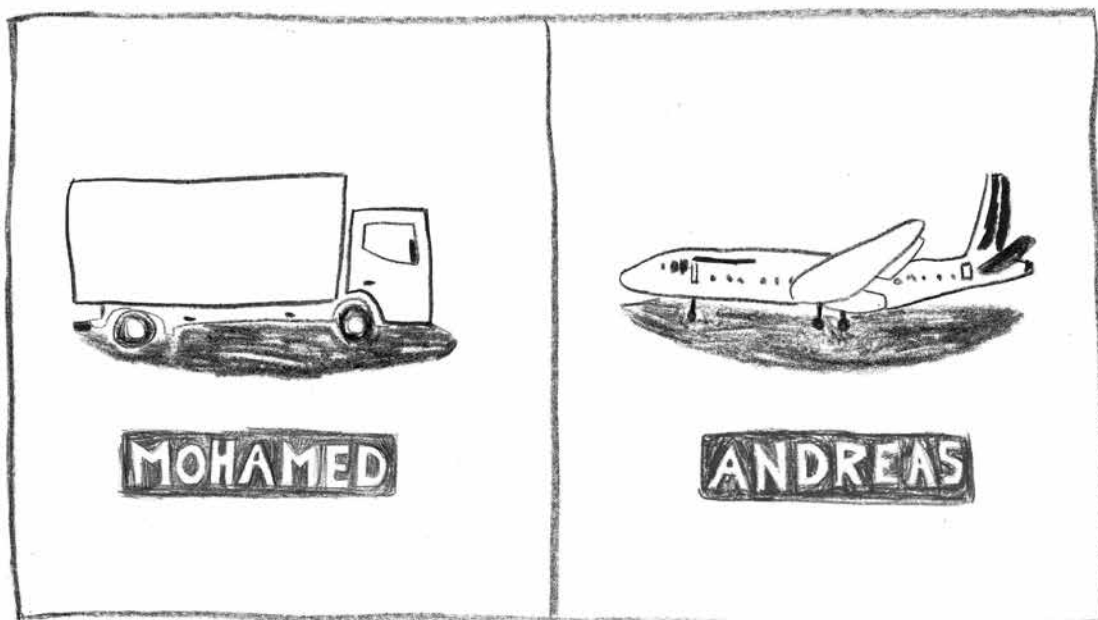
Les commentateurs du 14 juillet sont tous tombés dans le panneau brillamment résumé par le ministre de l'Intérieur de l'État français: « Nous sommes en guerre. » Mensonge absolu, car nous ne sommes en guerre que parce que l'auteur de l'horreur s'appelle Mohamed, donc est estampillé salafiste fanatique de l'État islamique. Si ce fou s'était appelé Andreas

et avait été pilote d'un avion de German Wings, il n'aurait été qu'un fou suicidaire; le fou de Nice aurait tout aussi bien pu se prénommer Jules, Pedro ou Giovanni sans être taxé de terroriste... Mais un Mohamed, cela nous fait un *story-telling* tout trouvé: nous sommes en guerre contre l'État islamique, selon les dires extravagants du ministre.

Le véritable « événement » du 14 juillet se situe donc, hélas, ailleurs que sur la triste Promenade des Anglais. Car nous savons maintenant que, même si un attentat est commis qui n'a rien à voir avec les salafistes, il leur sera attribué du moment que l'auteur s'appelle Ali, Mohamed ou Yasmina. Le personnel politique et médiatique de ce pays est devenu une source fondamentale de propagation du racisme, et ceux qui combattront ce racisme et cette bêtise n'auront plus qu'à bien se tenir: bientôt fichés « S », il n'y aura plus personne pour penser à eux dans un proche avenir, celui de la France des « camps de rétention » contre lesquels nous ne nous battons que lorsqu'il sera trop tard. Ce n'est pas cela rendre hommage aux victimes de Nice, qui pour la plupart étaient sans doute, comme les gens de ce pays, des personnes sensées, et pas des cinglés qui voient la guerre partout.

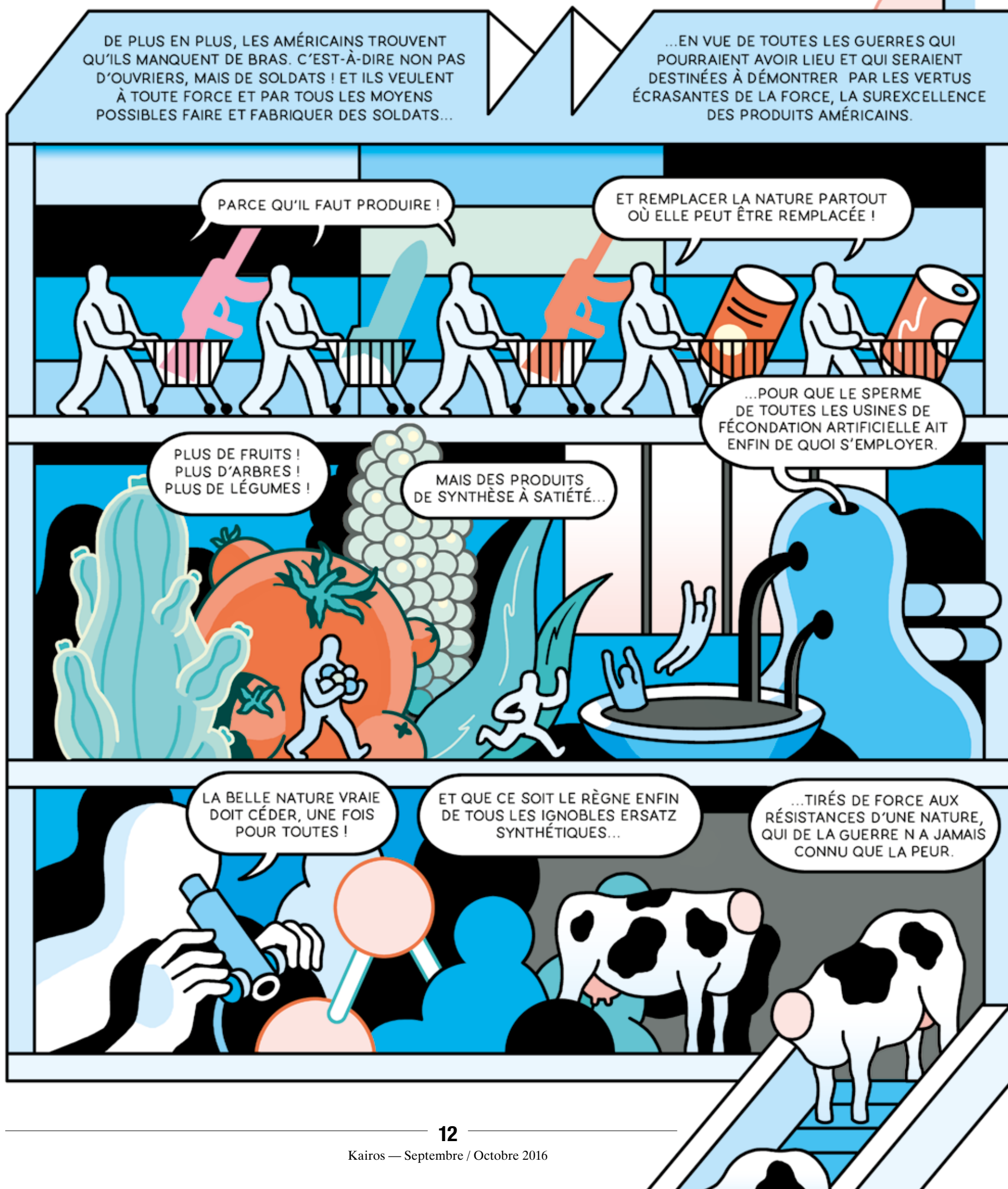
Est-ce vraiment la guerre que nous voulons?

Philippe Godard



POUR FINIR AVEC LE RENDEMENT DE DIEU

En 1947, Antonin Artaud (poète et dramaturge français) enregistrait pour la radio son œuvre testamentaire «Pour en finir avec le jugement de Dieu», qui ne fut finalement jamais diffusée en raison de son caractère «scandaleux». Son anti-américanisme mis à part, ce texte met en lumière les dérives du libéralisme, du productivisme et de la marchandisation du vivant. Autant de maux contemporains dont Artaud prophétisait les conséquences désastreuses sur l'homme et son environnement. Emmanuel Espinasse en livre ici son interprétation en bande dessinée.



ET VIVE LA GUERRE,
N'EST-CE PAS ?

CAR POUR DÉFENDRE CET USINAGE
INSENSÉ CONTRE TOUTES LES
CONCURRENCES QUI NE SAURAIENT
MANQUER DE S'ÉLEVER...

IL FAUT DES SOLDATS,
DES ARMÉES, DES AVIONS,
DES CUIRASSÉS !

CAR NOUS AVONS PLUS
D'UN ENNEMI, MON FILS...
NOUS, LES CAPITALISTES.

MAIS... POUR SE BATTRE...
IL FAUT RECEVOIR DES COUPS !
ET J'AI VU PEUT-ÊTRE BEAUCOUP
D'AMÉRICAINS À LA GUERRE...

MAIS ILS AVAIENT TOUJOURS DEVANT
EUX D'INCOMMENSURABLES ARMÉES
DE TANKS, D'AVIONS, DE CUIRASSÉS
QUI LEUR SERVAIENT DE BOUCLIER !

ET JE N'AI VU QU'À L'INFINI
DERRIÈRE LES HOMMES QUI LES
CONDUISAIENT ET LE PEUPLE.

CELUI QUI FAIT MANGER À SES
CHEVAUX, À SES BŒUFS ET À SES
ÂNES LES DERNIÈRES TONNES DE
MORPHINE VRAIE QUI PEUVENT
ENCORE LUI RESTER...

... AVANT DE LES REMPLACER
PAR DES ERSATZ DE FUMÉE.

DE TOUTE MANIÈRE, CE SERA DUR

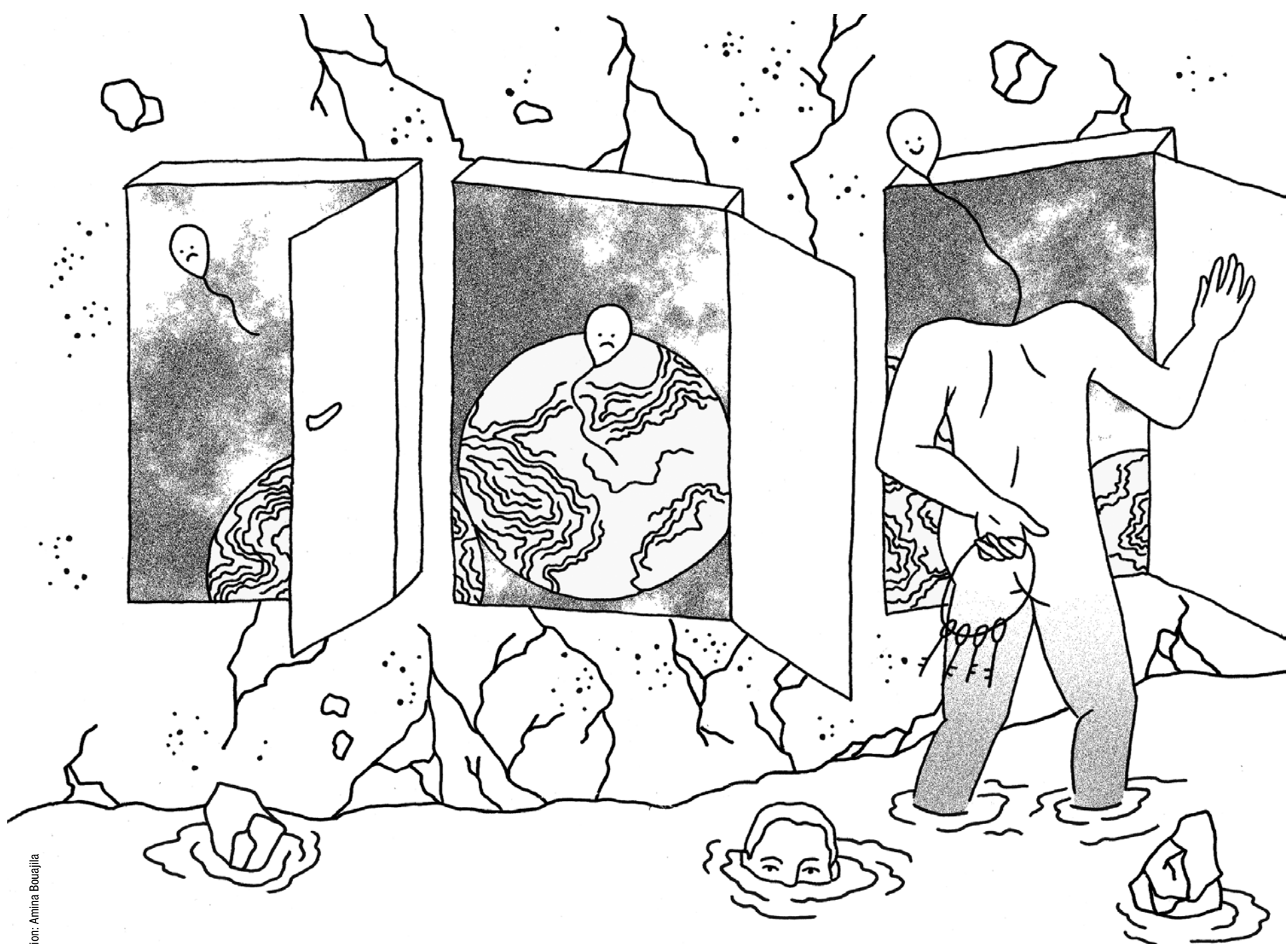


Illustration: Amina Bouajila

« Que les choses suivent leur cours,
voilà la catastrophe »

Walter Benjamin

« Nul n'est révolutionnaire par amour de la crise
et de la catastrophe, mais par appréhension de la crise
et de la catastrophe vers laquelle nous mène
le régime instauré de l'époque¹. »

Alain Deneault,
à propos de Rosa Luxemburg

À propos du marasme actuel, on peut se contenter d'en analyser scrupuleusement les causes, le déplorer et s'en tenir là; ou bien s'atteler à débroussailler des pistes de sortie par le haut, comme l'ont fait concrètement les zapatistes au Chiapas depuis une vingtaine d'années². Deux préalables sont indispensables avant de se lancer dans la pratique. D'abord l'identification précise de la nature du mal qui nous frappe et ladite analyse des causes, sans quoi nous perdrons du temps et serions conduits dans des impasses démoralisantes. Ensuite, être capable d'envisager la catastrophe globale qui s'annonce « les yeux grands ouverts »³. Depuis les années 1990, de nombreux penseurs ont fait cet appréciable travail de clarification, et ça continue! Entre autres, trois champs ont été convenablement étudiés: la critique du néolibéralisme depuis vingt ans, la décroissance dans la dernière décennie, et plus récemment, l'effondrement. Ceux qui veulent s'initier au premier thème pourront lire le nouvel essai du tandem Pierre Dardot et Christian Laval Ce

cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie (éd. La Découverte). Les auteurs remarquent que «ce n'est pas seulement l'idéologie ou telle ou telle politique, qui est néolibérale. Une fois que le processus de néolibéralisation des sociétés et des esprits a atteint un certain seuil, c'est la réalité sociale elle-même qui est devenue néolibérale» (p. 40); ils ont raison d'insister sur ce point: le néolibéralisme n'est pas qu'un système économique, c'est un projet total⁴ de (dis) société imaginé et promu par la bourgeoisie transnationale, une hydre tentaculaire dont on ne voit toujours pas comment se débarrasser – d'où le titre de l'ouvrage. Dans le deuxième champ, on citera *Décroissance, vocabulaire pour une nouvelle ère*, le gros volume collectif publié dernièrement aux éditions *Le passager clandestin* (cf. Kairos n° 23) et cet excellent essai *Comment exister encore? Capital, techno-science et domination* (éd. Écosociété) où le philosophe québécois Louis Marion s'adonne, entre autres, à un examen pénétrant de la notion de valeur: «[Le présent] s'accapare le futur lui-même par la médiation des règles sociales de la production de la valeur, par le capital et la spéculation, qui exproprient l'avenir aux intérêts de la poursuite impossible des conditions de la reproduction du présent» (p. 91). Autrement dit, le trop-plein de la réalité néolibérale, orientée vers la production de valeur économique, confisque l'avenir en interdisant à toutes autres alternatives d'émerger. Jamais la civilisation ne s'est trouvée confrontée à une situation aussi inextricable, en route vers son effondrement, ce qu'ont bien expliqué, chacun à leur manière, Bertrand Méheust⁵, Hartmut Rosa⁶, Pablo Servigne et Raphaël Stevens⁷, et dernièrement Paul Jorion⁸.

Par là, nous en venons au second objectif: imaginer des solutions collectives pour sortir de l'ornière de cette reproduction *ad infinitum* du présent néolibéral, impossible sur le plan physique et inacceptable sur le plan moral. Hélas, l'analyse rétrospective – trente ans que ça dure! – ne nous aide pas à avancer des propositions d'action, d'autant plus que depuis ce temps les mouvements syndicaux, militants et citoyens ont volé de défaites en défaites, quand les victoires, elles, se sont comptées sur les doigts de la main et font déjà partie de l'histoire ancienne: en Belgique, la «bataille de l'eau noire» à Couvin (1978); en France, Plogoff (1977) et le plateau du Larzac (1981). Autre exception, le projet de barrage de Sivens qui a d'abord été abandonné dans la première version «dure» de Ségolène Royal, avant que le tribunal administratif de Toulouse n'annule dernièrement la plupart des arrêtés préfectoraux, dont celui d'utilité publique. Une bataille de gagnée! Tous les regards se portent aussi vers la première ZAD de France, Notre-Dame des Landes, dont le sort reste en suspens après le référendum biaisé organisé par le gouvernement Hollande en Loire-Atlantique⁹.

Le futur est à la fois déterminé et indéterminé. Déterminé quant aux conséquences des dérèglements climatiques, et plus globalement des dégâts écologiques¹⁰. Les scénarios pour le XXI^{ème} siècle sont variés, semblent parfois se contredire, mais aboutissent au sentiment que, d'une façon ou d'une autre, ça va être très pénible pour l'humanité, surtout pour sa fraction dominée qui endurera famines, pandémies, violences et migrations forcées. Par contre, le futur est indéterminé eu égard au facteur humain. Si l'on devine sans peine quel est le plan de la ploutocratie – poursuivre l'accumulation de valeur capitaliste quoi qu'il en coûte, dans une stratégie suicidaire à terme –, la manière dont les dominés vont réagir est plus incertaine. D'ailleurs, réagiront-ils, tout simplement, ou bien se laisseront-ils mener à l'abattoir sans résister? Nous pouvons légitimement nous poser la question quand nous constatons déjà les effets de la consommation compulsive de la médiassphère (internet, télévision, jeux vidéo, qui mélangent publicité, fiction et information) sur les capacités et volontés individuelles d'engagement dans la durée, d'efforts, de solidarité, d'esprit critique et de juste perception de la réalité¹¹. À cela s'ajoutent le virage sécuritaire et la militarisation croissante de nos sociétés. On entend souvent des

activistes dire que les dominants s'y engagent résolument car «ils ont peur». Tiens, auraient-ils peur de nous les 99%? Est-ce une façon de se rassurer en creux et à bon compte sur la force d'opposition des populations? Au contraire, je pense que les dominants ont pleine confiance en eux, envisagent sans peine que le rapport de force restera encore longtemps (et définitivement?) à leur avantage. Car si l'on décèle de plus en plus de réactions de rejet du système chez les électeurs-consommateurs, elles en restent le plus souvent au stade du coup de gueule impuissant – façon brèves de comptoir –, ou de vagues tentatives de conceptualisation, dans le meilleur des cas; mais pas (encore) le moindre frémissement d'ardeur révolutionnaire, de volonté d'en découdre. La peur et la déprime se trouvent plutôt chez ceux qui subissent, c'est-à-dire nous. Dès lors se posent deux questions: une des conditions du renversement de tendance ne serait-elle pas que la peur change de camp, sans nécessairement tomber dans la violence révolutionnaire? Une des façons de surmonter notre peur et notre déprime ne serait-elle pas de nous engager dans l'action?

Admettons que nous éprouvions un besoin ou un désir impérieux, si pas de renverser le régime capitaliste néolibéral, du moins de modifier un tant soit peu ce rapport de force. Nous devrions d'abord faire taire nos petites différences narcissiques pour nous concentrer sur notre intérêt commun. Mais comme nous sommes intoxiqués par l'individualisme propre aux classes moyennes, cela nous demandera d'abord de lutter contre nous-mêmes¹². En sommes-nous capables? Cela n'empêche pas les discussions doctrinales, passionnantes sur le plan intellectuel, mais à un moment donné le dissensus interne doit faire place à un consensus en vue de l'action¹³. Pour celle-ci, quels moyens de masse légaux avons-nous à notre disposition? À vrai dire, seulement trois: le boycott, la manifestation et la grève¹⁴. Le boycott a pu marcher à certaines occasions, mais cela fait longtemps qu'on n'en parle plus dans nos contrées, peut-être parce que c'est une tactique semi-légale et qu'il s'attaque à un fétiche, le prétendu droit de consommer. On a vu que les dernières manifestations nationales syndicales, plutôt bien fréquentées en terme de nombre, n'ont pas fait bouger le gouvernement Michel d'un centimètre, pas plus que les grèves des gardiens de prison et de la SNCF. Pourtant, c'est dans la grève que je décèle le plus de potentialités, pour peu qu'elle soit décidée à aller «au finish», s'il le faut¹⁵. Un îlot de grève au milieu de l'océan du travail est inefficace, l'exemple de la Grèce est là pour nous le rappeler¹⁶. De même, une grève sectorielle, c'est bien, une grève générale insurrectionnelle, c'est encore mieux! Le pouvoir politico-médiatique agite alors l'épouvantail qui fait rentrer à la niche les électeurs-consommateurs: la pénurie. Mais pénurie de quoi? De nourriture ou de gadgets manufacturés? Avons-nous déjà vu une communauté humaine se laisser mourir de faim? L'imaginons-nous périr par manque de pacotille industrielle (smartphones, TV, fours à micro-ondes, mobilier de jardin en plastique, souffleuses à feuilles, etc.)? De quelle pénurie parle-t-on? Inspirons-nous des ouvriers-artisans de Lip dans les années 1970, qui n'avaient pas cessé leur travail, mais cessé d'obéir à leur patron; ils revendaient les montres pour leur compte, après avoir pris le contrôle de leur outil de travail.

Dans une démocratie, même de façade, aucun gouvernement ne peut physiquement forcer un travailleur à se remettre à son turbin; imaginons-nous un policier collant le canon de son revolver dans les reins d'un conducteur de train pour l'obliger à mettre sa machine en marche?¹⁷ La force d'inertie joue pour les travailleurs, à nous de le comprendre et de retourner ironiquement contre nos adversaires de classe, comme une revanche contre l'histoire récente, la petite phrase de Margaret Thatcher «*Just say no!*». Même si les conditions sociales et politiques actuelles empêchent l'exercice d'une réelle liberté, rappelons-nous ce que prêchait La Boétie déjà au XVI^{ème} siècle et voyons au cas par cas quand la chose est possible: «Soyez convaincus de ne pas obéir, et vous voilà libres».

Résumons-nous. La situation est détériorée, cela ira encore en s'aggravant, et il convient d'abord d'en prendre toute la mesure en échappant au «continuisme», ce syndrome consistant à croire que chaque jour qui passe ressemblera invariablement au précédent, que des ruptures brutales sont inenvisageables, ou du moins lointaines. Je fais régulièrement le pari avec des amis de ma tranche d'âge que nous, les quinquagénaires, connaîtrons certainement l'effondrement «*grandeur nature*»¹⁸. Seule la génération de nos parents aura la chance d'y échapper. Le continuisme évacué, nous sommes face à deux options. Soit nous contre-attaquons (*to fight*), et ce sera dur, car l'ennemi est coriace, contrôlant les médias, les forces de l'ordre, la propriété de l'appareil productif, la finance, la justice, l'exécutif et une partie du parlement; soit nous restons sur place, tétanisés (*to freeze*), jusqu'à nous laisser finalement égorger comme des moutons¹⁹. Dans l'un ou l'autre cas, ce sera dur. *De toute manière*, ce sera dur.

Bernard Legros

- (1) Alain Deneault, *La médiocratie*, éd. Lux, 2016, p. 192.
- (2) Analyse de Jérôme Baschet in *L'inventaire*, n°3, éd. La Lenteur, hiver 2015, pp. 33-54.
- (3) Bertrand Méheust, «*La catastrophe les yeux ouverts*» in *Entropia* n°9, éd. Parangon, automne 2010, pp. 121-133.
- (4) Comme on parle d'un fait social total en anthropologie.
- (5) Bertrand Méheust, *La politique de l'oxymore. Comment ceux qui nous gouvernent masquent la réalité du monde*, éd. La Découverte, 2009.
- (6) Hartmut Rosa, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, éd. La Découverte, 2012.
- (7) Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, éd. du Seuil, 2015.
- (8) Paul Jorion, *Le dernier qui s'en va éteint la lumière. Essai sur l'extinction de l'humanité*, éd. Fayard, 2016. Bizarrement, l'auteur est à la fois conscient de l'effondrement et fasciné par l'illimitation de la techno-science, probablement rattrapé par son ancienne activité dans le domaine de l'intelligence artificielle.
- (9) Par contre, le sous-continent sud-américain a remporté davantage de batailles sur les projets capitalistes et extractivistes, sans pour autant y mettre un terme définitif. Cf. Anna Bednik, *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature: logiques, conséquences, résistances*, éd. Le passager clandestin, 2016.
- (10) À mon avis, le futur n'a aucune chance de résulter du matérialisme historique. Il est des fables marxistes qui embrouillent l'esprit, nous font miroiter de fausses espérances et dont nous ferions bien de nous débarrasser. Thèse, antithèse, foutaise!
- (11) Les casques virtuels de Marc Zuckerberg annoncent un nouveau stade, technologique, de l'aliénation. Nous n'avions encore rien vu!
- (12) Cf. mon article «*Le nombril du néo-activiste*» in *La décroissance* n°103, octobre 2013.
- (13) Ce qui rappellera à certains le «bon vieux» centralisme démocratique.
- (14) Ces moyens de lutte sont censés apporter des résultats rapidement. D'autres sont des processus à long terme, à commencer par l'éducation, mais aussi la déprofessionnalisation de la politique, l'annulation de la dette et la réduction du temps de travail, entre autres.
- (15) J'entends souvent la réflexion suivante dans mon entourage: «on» devrait trouver «autre chose» que la grève pour se faire entendre. À quoi je réponds: qui va trouver, et quoi? Question n'étant bien entendu suivie d'aucune réponse.
- (16) Une des dernières grèves, début mai 2016, a duré 48 heures. Il y a du progrès!
- (17) Il est bien sûr des secteurs où un service minimum est obligatoire: soins de santé, protection civile, pompiers.
- (18) Si l'effondrement est déjà en cours, ses contrecoups les plus violents ne se sont pas encore fait sentir: stations services et supermarchés non réapprovisionnés, pannes d'électricité durables, pour ne prendre que deux exemples. Pour se rafraîchir la mémoire de l'avenir, on pourra utilement (re) lire *Ravages* de René Barjavel et *I.G.H.* de J. G. Ballard.
- (19) Il n'y a même plus de place pour la troisième option, *to flight*: dans un système-monde intégré et surpeuplé, plus d'endroits où fuir, sauf momentanément pour les 92000 hyper-riches.

OUI, MAIS NON. MON TÉLÉPHONE PORTABLE, MAIS PAS D'ANTENNES (PRÈS DE CHEZ MOI...)

Retour de vacances, je trouve sur la table un courrier « Wiener sans antennes ». Une réunion a lieu ce soir dans le quartier. Un peu fatigué, mais craignant surtout d'entendre le sempiternel « oui, mais non... », je décide quand même d'y aller. Ce fut inspirant.



La petite salle louée pour l'occasion est à moitié pleine, une trentaine de personnes attendent que l'orateur du jour prenne la parole. Le temps de commander une bière au bar au fond de la pièce et il commence. Ce dernier, ancien de l'IBGE, nous apprend qu'un permis d'environnement a déjà été octroyé, visant l'implantation de 3 nouvelles antennes et 12 émetteurs dans un quartier d'habitations. La demande pour le permis d'urbanisme est en cours. Celui qui parle, ayant travaillé sur les ondes électromagnétiques dans une université, connaît bien les effets nocifs des antennes, pour nous-mêmes... et pour les autres.

Proximus est promoteur du projet : il y a de l'argent en jeu, l'immeuble où l'entreprise veut installer ses antennes étant situé dans une zone et à une hauteur adéquates, permettant d'augmenter la couverture. Par ailleurs, le toit de l'habitation semble le dernier lieu approprié possible, d'autres immeubles ayant auparavant rejeté l'offre de l'opérateur de télécommunication. Le combat est donc d'autant plus important pour celui qui « nous rapproche tous ».

Les autres protagonistes de l'affaire, les propriétaires de l'immeuble, sont les interlocuteurs privilégiés de Proximus. Leur intérêt ? Le fric. Et difficile dans une société où l'argent passe avant tout, de penser à sa santé (et surtout à celle des autres) et de refuser une opportunité financière : les infos qui nous parviennent font état de trois contrats d'un to-

tal de 18000 euros par an que les propriétaires de l'immeuble, situé avenue Léopold Wiener à Watermael-Boitsfort, ont signé avec Proximus, Base et Orange.

Quoi de plus normal jusqu'ici : des gens bien intentionnés s'engagent contre un projet nocif et dangereux. À y regarder de plus près pourtant, il y avait quelque chose qui manquait, comme un blanc, un grand absent qu'on ne nomme pas, mais qui est bien là ; c'est que dans la soirée de présentation, la question de l'objet qui nécessitait les antennes, était, comment dire... ? Peu présente. « *Ca c'est un autre problème* », nous dira l'orateur. Le besoin de smartphone¹ ne se questionne pas, poser la question, émettre un doute sur celui-ci, c'est un peu comme si on osait demander si manger ou déféquer pouvait faire l'objet d'abstinence...

Le besoin étant « naturalisé », donc indiscutable, on n'évoque jamais la source du problème. On en vient donc à tourner autour, à demeurer dans le superficiel, et tout esprit sensible et doté d'un minimum d'intelligence en ressentira un malaise, une sorte de confusion, un peu comme si on tentait de le persuader que 1+1 font 3, qu'on peut à la fois s'opposer et accepter. Trouble.

Paradoxalement donc, le débat qui devrait nous rapprocher tous fait de nous des êtres soumis à leurs désirs ; ces individus réunis ne sont donc que des entités mises ensemble, que la collectivité

ne renforce pas en subsumant l'intérêt individuel de chacun. Car sans qu'on le dise, ces personnes qui sont rassemblées ce soir et semblent lutter « contre » quelque chose ne se battent que « pour » : pour leur santé et, en filigrane, pour les infrastructures – les antennes – puisqu'ils ne remettent pas en question la nécessité de l'objet pour lequel on construit des antennes.

Réunis, nous annihilons ces autres qui, près de chez eux, n'ont pas pu, su ou cru bon de lutter contre des antennes, celles-là mêmes qui fournissent le réseau de ceux qui s'opposent à de nouvelles antennes. Ceux qui se réunissent contre ce projet nouveau se comportent ainsi, quand ils ne se battent pas contre toutes les antennes, comme si leur propre besoin de smartphone – et donc de réseau – n'impliquait pas le besoin d'antennes et donc comme si les autres, qui subissent les radiations, n'existaient pas.

Localiser la lutte, refuser de l'élargir, c'est donc inévitablement être contradictoire en subordonnant le bien-être social à son intérêt immédiat, qui dans ce cas favorise les opérateurs.

La mort de leur lutte est donc incluse dans leur lutte, elle lui est consubstantielle. Elle est, quoi qu'elle en ait l'air, profondément individualiste, et de ce fait signe sa propre défaite. Bien sûr, englués dans le moment, ceux qui veulent tout à la fois le changement et la même chose voient d'un mauvais œil celui qui, en face, ne rallie pas leur combat. Ils le perçoivent comme « fermé », « égoïste »... mais comment réagiraient-ils si, confrontés aux « voisins » qui sont à quelques centaines de mètres de là, l'un d'eux leur demandait de signer une pétition pour démanteler une antenne... qui leur fournit leur réseau. Serait-il toujours aussi ouvert ?

Et que se passerait-il si ceux présents ce soir pour empêcher la construction dans leur quartier, informaient ceux qui sont plus loin de la nocivité des antennes près de chez eux, et que les seconds en informaient d'autres, et puis ceux-ci encore d'autres... ? Si tout le monde connaissait la nocivité des antennes-relais ? Si mon intérêt était aussi celui des autres ? Cela impliquerait nécessairement un choix de société et la possibilité de disparition de ce qui nuit. Un débat démocratique réel.

Qui le veut vraiment ? Qui veut revenir « en arrière », et refuser cette marche du « progrès », d'apparence indéfectible parce que nous l'acceptons ?

Alexandre Penasse

(1) On ne parle désormais presque plus de GSM et la « nécessité » du smartphone semble se généraliser.
(2) Rôle facilitateur qui devrait être celui d'un média, et que seul les médias libres peuvent remplir.

FAKE

En ville, entre plage artificielle, folklore reconstitué, associations paravents, artisanat qui n'en est pas, faux clients, faux vieux et faux neuf, mirages et artifices sont partout. A-t-on franchi le rubicon de la duperie ?

Sable sur le bitume, palmiers en plastique, mojitos au Bacardi, cabanes décorées de feuilles de bananiers. Quelques transats disposés entre des bannières publicitaires entourées de grillages métalliques. L'été à Bruxelles, on profite d'un canal dont on voudrait nous faire oublier qu'il est avant tout industriel, même si ses lieux de production sont en train d'être transformés en lofts et en tours de logement de *standing*, ses rives en marinas, ses péniches en discothèques.

À la veille de la fête nationale, la place du Jeu de Balle («tellement typique» du Vieux Bruxelles) est entourée de barrages de police et de *checkpoints* égayés par des drapeaux belges sponsorisés, envahie par un podium géant où défilent de vieilles gloires locales censées créer l'illusion d'une culture folklorique. Au printemps, on veut gommer les aspérités du marché aux puces en essayant d'en supprimer le brol et d'obliger ses marchands à remplacer leurs bâches par des tonnelles blanches et les caisses en carton par du plastique.

Puis vient l'hiver, la féerie des fêtes avec ses larges allées de petits chalets identiques bien alignés, copiés du modèle suisse et éclairés de lampions aux couleurs d'Electrabel, où l'on peut croiser des vendeurs de bière et de choucroute accoutrés de costumes bavarois, le tout agrémenté d'un faux sapin et parfois d'une fausse piste de ski...

Bon nombre de ces rassemblements sont organisés par l'ASBL Brussels Major Events, un paravent associatif piloté par la Ville de Bruxelles, pour qui l'événementiel semble avoir remplacé la culture. Le «festif» est leur leitmotiv, jusqu'à enterrer l'esprit des rave parties avec la grand-messe de Tomorrow Land (et son extension touristique bruxelloise se déroulant sur «le plus grand piétonnier d'Europe» qui est peut-être aussi le plus paradoxal, puisqu'il a pour effets collatéraux de diminuer les transports en commun et d'augmenter le trafic automobile aux alentours). Mais attention, méfiez-vous de vos camarades de *dance floor* : cette année, l'État a engagé des jeunes pour surveiller *undercover* la vie nocturne des fêtards.

Désormais, c'est le bal des faussaires toute l'année. Au cœur de la ville, dans ce périmètre nouvellement dénommé BXL.Heart, la place De Brouckère est promise à devenir un «cœur créatif moderne d'interconnexion», les magasins de proximité des «commerces d'achats d'impulsions», pendant que l'ancien bâtiment de la Bourse attend sa transformation en New Beer Temple (tout en accueillant des expositions : il y a quelques mois, on a pu y visiter l'expo «Behind the Numbers» organisée par un fonds d'investissement privé, dont on vous laisse deviner la valeur pédagogique), et que la réaffectation du Palais de Justice est encore incertaine, mais déjà pleine de promesses. De son côté, le nouveau méga-centre commercial Docks vend non pas des marchandises, mais de l'«expérience urbaine» et de l'«architecture écoresponsable». Tandis que

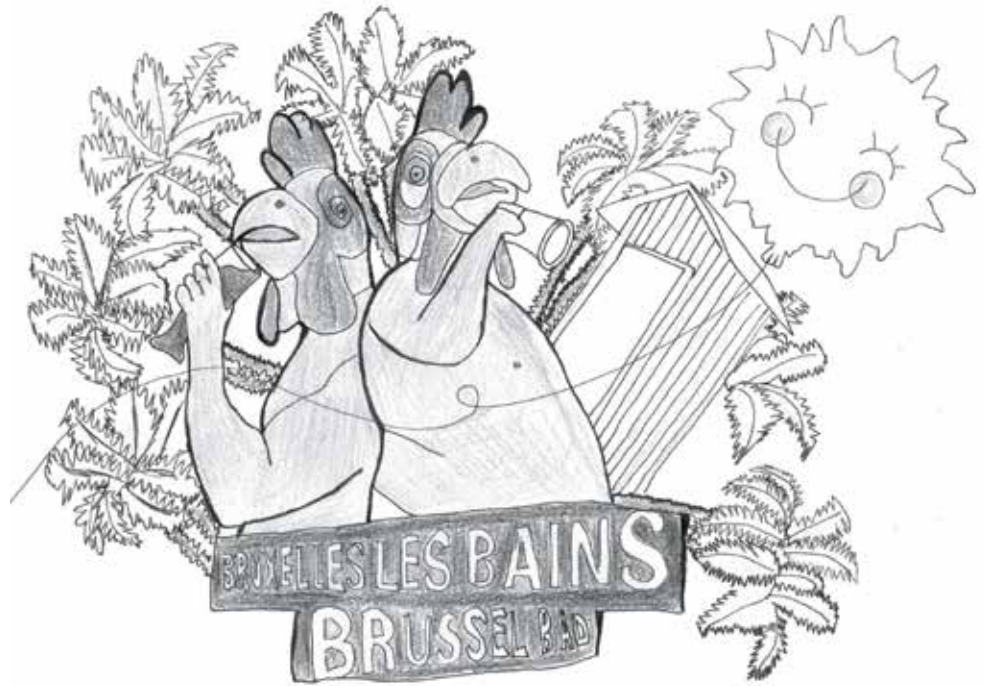


Illustration: Priscilla Beccari

certaines enseignes en sont à payer de faux clients pour contrôler le comportement de leurs caissières.

Alors que l'incrédulité face à la parole politique, étatique, financière ou médiatique a déjà atteint des sommets (et n'oublions pas les exploits un peu trop prodigieux de certains sportifs pourtant auréolés de gloire), c'est à présent dans toutes les strates de la vie urbaine que s'instillent la confusion et la difficulté de distinguer le faux du faux. Y compris dans nos assiettes, où apparence et emballage priment sur le contenu. Et pas seulement pour les touristes à qui l'on vend de l'authenticité cuisinée dans des caves infestées de petits rongeurs, des glaces qui n'ont d'italiennes que le nom, des frites surgelées et des moules au printemps. On a bien du mal à se retrouver dans les étagères des magasins, entre produits bios traités aux pesticides, succédanés de viande végétale et plats étiquetés végétariens mais contenant des ingrédients carnés. Et à l'heure où les autorités adulent la street food lorsqu'elle est vendue dans de propres camionnettes customisées (jusqu'à avoir son Brussels Food Truck Festival), les mêmes veulent déloger la baraque à caricoles de la Bourse parce que sa vue "n'est pas très agréable (...)" quand on est en terrasse chez Exki".

Dans la capitale d'une Europe qui n'a officiellement pas de capitale, les institutions placardent des affiches vantant leur transparence, pendant que des agences publiques et privées rivalisent de techniques de geomarketing pour fabriquer de «nouvelles identités» aux quartiers. Récemment, le concours Make.Brussels a ainsi choisi dix quartiers pour permettre aux consommateurs que nous sommes d'être *in* à la rue Neuve, *relax* à Notre-Dame-aux-Neiges, *smart* au Sablon, *yourself* à Saint-Jacques, *welcome* à Lemonnier, *amazed* au Mont des Arts, *hungry* à Sainte-Catherine, *charmed* à la Grand Place, *curious* aux Marolles ou encore *original* à Dansaert. Parmi les idées primées, les bassins de Sainte-Catherine seront dotés de bateaux modèles réduits, le Sablon accueillera une expérience de «dégustation de chocolat avec les oreilles» et la rue Neuve aura sa «gazette compilant les dernières tendances locales sur le shopping avec une touche de social pour les recommandations».

Dans un environnement d'imposture, toc et plagiat sont rois. Commerces de *greenwashing*, *pop up stores*, poubelles intelligentes, bornes de réalités augmentées, bars à concept et autres voitures électriques se répandent dans la ville. Le *vintage* remplace peu à peu le commerce de vêtements d'occasion : c'est toujours de la seconde main, mais c'est

plus cher que du neuf — à l'image des magasins qui poncent des meubles neufs de bas de gamme pour leur donner la patine (et la valeur) de meubles anciens...

Au rayon des jeunes entrepreneurs «audacieux», le Brussels Beer Project a été gratifié récemment du titre de «Bruxellois de l'année» pour son projet de micro-brasserie «collaboratif» financé en partie par le *crowdfunding* et censé «perpétuer nos traditions brassicoles» grâce à des recettes variables, dont la publicité ne nous explique pas qu'elles sont en partie fabriquées en Flandre selon des techniques industrielles.

Dans cette course permanente à l'«innovation» et au changement, le nouveau chasse l'ancien même s'il n'est encore qu'un jeune débutant. À l'ère du «durable», l'obsolescence ne se cantonne pas au domaine du matériel : l'avenir appartient à qui pourra se recycler rapidement. C'est pourquoi l'«innovant» a tant besoin de la «classe créative», cette machine à créer des marques, des identités provisoires, à se réapproprier et à dénaturer n'importe quel mouvement politique ou artistique, à vendre des idées originales récupérées dans de vieilles casseroles, et à transformer au passage les réfractaires en regards nostalgiques et passésistes. L'«innovant» glorifie les self-made-men et les «auto-entrepreneurs» — et accessoirement, une économie de la précarité et de l'exploitation, comme nous le rappellent les travailleurs non indemnisés et dont les prestations n'ont pas été payées lors de la faillite de Take It Easy. L'«innovant» uberise, deliveroose, airbnbise et marchandise le non-marchand (qu'on songe au co-voiturage devenu un véritable marché monopolisé par Blablacar). C'est aussi une fabrique à anglicismes, qui *brande*, *benchmarke*, *geomarkette*. Qui dit *.Brussels* plutôt que Bruxelles, parle en langage titré, met des points, des *hashtags* et des *arobases* dans chaque phrase. Qui rêve en slogans et voit des logos partout. Ne sait rien faire sans communicants. N'a pas d'idées, mais des concepts. Ne renouvelle pas le sens, mais cherche à le tuer...

Là-dessus, que diriez-vous d'être un peu *yourself* en allant boire une bonne bière micro-brassée collaborativement, servie par un authentique Bavarois qui vous surveille *undercover* dans un *food truck* novateur à l'ombre d'un palmier en plastique bio ?

Gwenaël Breës

CLAIR COMME L'EAU DE ROCHE : LA TOILETTE SÈCHE COMME SOLUTION DE RECYCLAGE !

Recycler consiste à remettre les objets, les éléments, les particules dans leur cycle de matière. La nature se complexifie avec le temps, crée différentes formes (assemblages chimiques) et états de la matière (solide, liquide, gazeux) tous en interaction. Si de nombreux déchets que l'homme crée sont évitables – objets manufacturés –, ceux que notre corps produit sont inévitables. Comment donc valoriser ceux-ci ?

La société de consommation actuelle nous dote d'objets en tout genre, manufacturés ou non, dont le cycle de vie et la matière qui les constitue ne sont pas toujours pris en compte: l'important étant de produire des « choses » (dans une logique productiviste), on pense peu à la déconstruction de celles-ci. Intégrer la notion de désassemblage avant même de penser à l'assemblage modifierait pourtant drastiquement ce que l'on produit! Il s'agirait de parvenir à une forme d'économie circulaire réelle où la production n'aurait pas plus d'impact que le recyclage.

« Accepter tous les immondices du royaume, c'est être le seigneur du sol et de ses récoltes »

Lao-Tseu

Cependant, il est parfois très difficile de savoir comment déconstruire. Cela demande une analyse correcte des différents types de matières, de comprendre leur composition et ainsi permettre de définir la technique de recyclage qui sera la plus appropriée en fonction de leur cycle (notion de type et cycle de la matière). En effet, chaque action aura des impacts énergétiques qu'il faudra calculer et, en fonction de la quantité de matière à recycler (notion d'échelle), les techniques de (re)valorisation de celle-ci seront plus ou moins adaptées (notion de hiérarchie).

Aujourd'hui, le tri des déchets se généralise et est accepté par la population: on comprend bien l'intérêt (au-delà de l'obligation!) de séparer les cartons des canettes, les piles usées des matières organiques etc... cela facilite le recyclage!

LE GOÛT DU TOUT À L'ÉGOUT !

Ce recyclage des déchets ne concerne pourtant que très peu ce qui a trait au cycle de l'eau. A l'image d'un sac poubelle unique, nous pratiquons une logique de « tout à l'égout » qui n'est pas sans conséquences.

Dans le cas de Bruxelles, les habitations sont connectées aux égouts qui accueillent les eaux usées ménagères (composées d'eaux « noires » - eau de la toilette, très concentrée - et d'eaux « grises » - issues de la vaisselle, douche, machine à laver... peu concentrées en polluants par rapport au volume d'eau), mais également les eaux de pluie qui tombent dans les rues et sur les toits. Avant le développement du réseau d'égouts, construit dans une optique de développement urbain et pour contrer

les épidémies de maladies liées aux mauvaises pratiques sanitaires, les résidus de toilettes et eaux usées étaient déversés dans la rue, la pluie providentielle étant censée évacuer les matières. Pour les ruraux et ceux qui avaient un espace extérieur, les déchets organiques (résidus de toilette et de cuisine) étaient déversés dans un trou au fond du jardin ou collectés par des agriculteurs.

Dans nos eaux usées se retrouvent les résidus de notre consommation, où nos déjections sont le miroir de notre alimentation et de notre médication. Le constat actuel est que l'eau sert de véhicule à tous les déchets ménagers (organiques, chimiques, minéraux, bactéries, hormones, antibiotiques, stupéfiants...). Souiller l'eau de ces matières amplifie les problèmes de contamination, certaines bactéries prolifèrent en milieu aquatique et a contrario étant détruites en milieu terrestre.

Les différents types de déchets (matières organiques, hormones, résidus médicamenteux...), ayant souvent un cycle terrestre de recyclage, sont plongés en milieu aquatique et envoyés vers une station d'épuration industrielle qui devra nettoyer l'eau, ce qui coûte très cher. L'eau doit être rendue à nouveau potable et propre au rejet dans l'environnement. Or, certains polluants ne sont pas correctement traités ou dégradés et restent dans le cycle de l'eau, entraînant des déséquilibres écosystémiques (eutrophisation, rejets de polluants...), les techniques de traitement des eaux usées n'étant pas toujours adaptées aux déchets qui s'y retrouvent. Pour l'heure, aucun traitement spécifique des résidus médicamenteux et chimiques des eaux usées n'est appliqué.

En séparant les eaux « noires », les eaux « grises » et les eaux de pluie, nous pourrions adapter les traitements en fonction de la composition de ces flux. Les matières issues des toilettes (féces et urine) seraient compostées en milieu terrestre, leurs résidus polluants (médicaments, hormones, pesticides...) étant décomposés et transformés en compost. L'urine pourrait même être valorisée sous forme d'engrais liquide par simple oxydation (aucun coût énergétique par rapport à la production d'engrais azotés de synthèse), cette technique se pratique d'ailleurs déjà lorsque l'on a besoin de fertiliser des terres agricoles. Les eaux « grises » seraient traitées par épuration ou lagunage à l'aide de plantes qui absorbent et se nourrissent des éléments chimiques, rendant l'eau potable. Les eaux de pluies seraient également détournées et traitées, si nécessaire, par épuration en milieu naturel (zone humide).

L'installation et la pratique de la toilette sèche domestique est une évidence pour se reconnecter au cycle de la matière et pouvoir

la gérer correctement en limitant les impacts. Une toilette sèche est une toilette normale non raccordée aux égouts, qui n'utilise pas d'eau ou très peu, dans laquelle on ajoute simplement une litière riche en carbone (bois, copeaux, paille...). Nos déjections étant principalement composées de matière organique, d'eau (urine), d'azote et de phosphore, le carbone ajouté (une poignée après chaque utilisation) permet le blocage des odeurs en empêchant les réactions enzymatiques tout en offrant un parfait équilibre de matières pour le compostage! Sans efforts, nous produisons un bon amendement organique pour le sol, qui favorise la production de plantes maraîchères ou horticoles, tout en réduisant notre consommation d'eau.

L'installation d'une toilette sèche n'est toutefois pas toujours aisée et dépend de différents facteurs tels que l'espace disponible, la quantité de déchets à traiter, les besoins de fertilisation et le milieu (urbain ou rural). Désormais, le défi est néanmoins d'adopter les techniques et de les adapter à son propre contexte. En ce sens, la pratique du compostage est une technique de recyclage simple qui doit être expérimentée, partagée et généralisée afin que l'Homme s'intègre mieux dans les écosystèmes de la Terre. Mais comment bien composter? Nous verrons cela dans le prochain article...

Bertrand Vanbelle

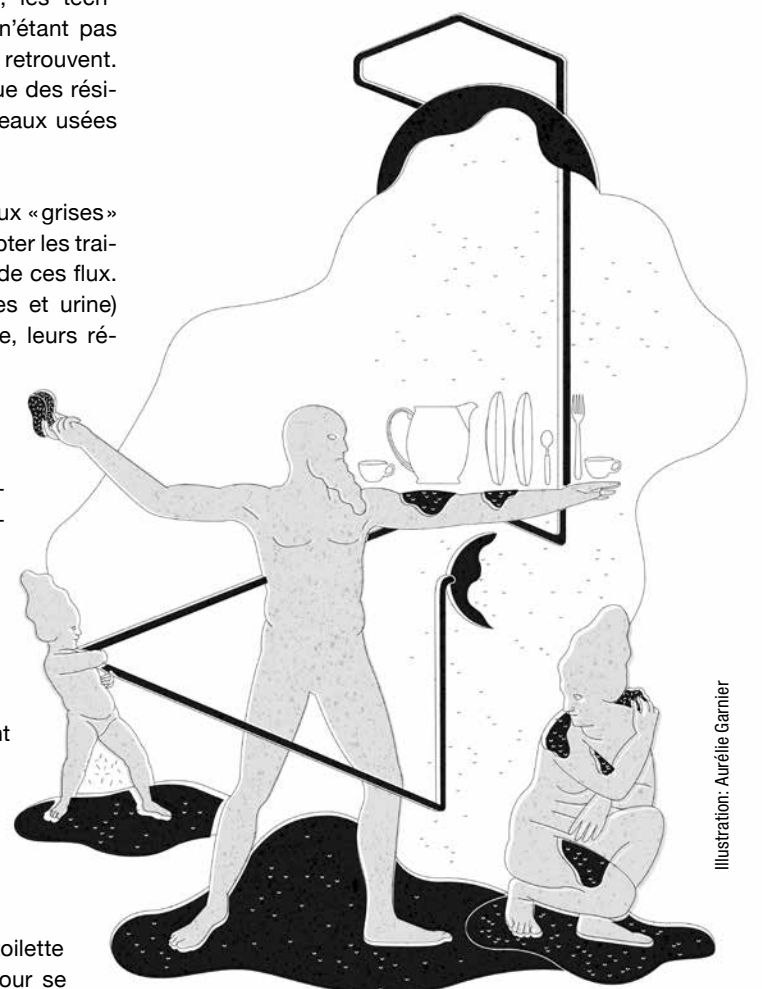


Illustration: Aurélié Garnier

DE QUOI LA RESTRUCTURATION EST-ELLE LE NOM ?

Les restructurations de dette sont souvent perçues comme une solution radicale pour un État étouffé par le paiement de sa dette. Mais qu'est-ce que signifie réellement une restructuration et qu'implique-t-elle pour le pays concerné ?

Restructuration, ce mot semble passer comme une formule magique quand on parle de dette, laissant entendre que si elle est appliquée tout se passera bien, qu'une dette trop lourde sera allégée et que « l'économie du pays repartira sur de bons rails ». Les restructurations de dettes souveraines qui interviennent dans des situations de crise, souvent en réponse à un défaut (= suspension totale ou partielle du paiement) ou à un risque de défaut de paiement du pays débiteur, peuvent se concrétiser sous deux formes principales¹ :



1. Un rééchelonnement de dette : en baissant les taux d'intérêt pour diminuer le service de la dette² et/ou en allongeant le calendrier des remboursements.

2. Une réduction de la dette (diminution du stock de dette par abandon de créances dues). La plupart du temps cela passe par le remplacement d'anciens titres ou d'anciens contrats par de nouveaux titres ou contrats. La réduction de dette peut passer par un rachat de dettes avec des liquidités³.

Les restructurations de dettes ont été très nombreuses dans l'histoire et ont, en général, été suivies de résultats économiques plutôt favorables sur le court terme pour le pays concerné, le stock de la dette diminuant. Pourtant, dans le traitement des dettes publiques, une restructuration est souvent assortie de conditions draconiennes imposées à l'économie du pays, qui feront ensuite augmenter la part de la dette dans le rapport dette et PIB. Selon les termes définis par le FMI (Fonds Monétaire International) et le Club de Paris dans une série de documents officiels, une restructuration de dette souveraine implique un échange de dettes contre de nouvelles dettes dans l'écrasante majorité des cas, ou contre des liquidités⁴ dans quelques rares cas. Généralement, la restructuration de la dette passe par des négociations entre le pays débiteur et différentes catégories de créanciers.



RESTRUCTURATION OU ANNULLATION ?

Se dissimulant derrière des simplifications et raccourcis, maintes restructurations se déguisent dans le discours médiatique en « annulation » de la dette publique d'un pays. Ce fut le cas lors de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés), lancée en 1996 à Lyon et qui concernait 42 pays. En réalité, il s'agissait avant tout de réduire légèrement la dette de ces pays afin de mettre fin aux retards de paiement et d'éviter des suspensions de paiement, tout en imposant une dose supplémentaire de néolibéralisme aux « bénéficiaires ». ⁵ Légère différence avec une annulation...

L'initiative PPTE, qui devait répondre à l'endettement trop élevé de nombreux pays du tiers-monde, consistait en une grande opération de restructuration qui, comme presque la presque totalité des restructurations, sont décidées par les créanciers et assorties de mesures néolibérales appelées « conditionnalités ». Alors que des médias comme Le Monde, qui bénéficie pourtant de l'étiquette de « média de référence », parlaient de quasi-annulation⁶ quant à l'initiative PPTE, sans même évoquer les plans d'ajustement structurels et leur série de désastres sociaux, l'ONU faisait remarquer qu'il s'agissait d'allègements conditionnés : les pays « remplissent les conditions pour bénéficier d'un allègement de leur dette - une réduction substantielle de la dette au départ, avec des obligations de plus en plus importantes à mesure que de nouveaux emprunts sont contractés pour honorer le service de l'ancienne dette »...



Plus proche de nous dans le temps, il a souvent été annoncé que la dette grecque pourrait bénéficier d'une restructuration, voire d'une annulation. Une fois de plus, les pistes étaient brouillées. Europe 1 par exemple titrait dans un article de juillet 2015, à propos de la Grèce : « *Le FMI a envisagé mercredi une restructuration de la dette grecque. Mais sans préciser s'il s'agirait d'un effacement, d'un étalement ou d'un rachat.* »⁷ Ce titre laisse penser à plusieurs alternatives possibles, dont l'effacement, alors que plus loin dans l'article il est dit que la solution raisonnable est celle de l'étalement, c'est-à-dire, repousser les échéances de paiement et diminuer les taux d'intérêt. Il n'est bien sûr pas précisé que ces mesures, annoncées sous un air de cadeau, d'offrande généreuse faite au pays « fauteur », seront accordées en échange d'autres mesures qui auront pour effet d'accroître la destruction de l'économie du pays et faire perdurer la crise humanitaire sans précédent qui touche la Grèce depuis l'application des remèdes de la troïka.

En 2012 déjà, une restructuration de la dette grecque avait été organisée par la Troïka. Présentée comme une réussite par cette dernière et la grande majorité des médias, elle était pourtant conditionnée à l'approfondissement de politiques d'austérité qui ont violé directement et de manière intentionnelle les droits fondamentaux de la population et fait exploser la dette grecque. C'est notamment ce qui ressort du rapport préliminaire de la Commission pour la vérité sur la dette.⁸



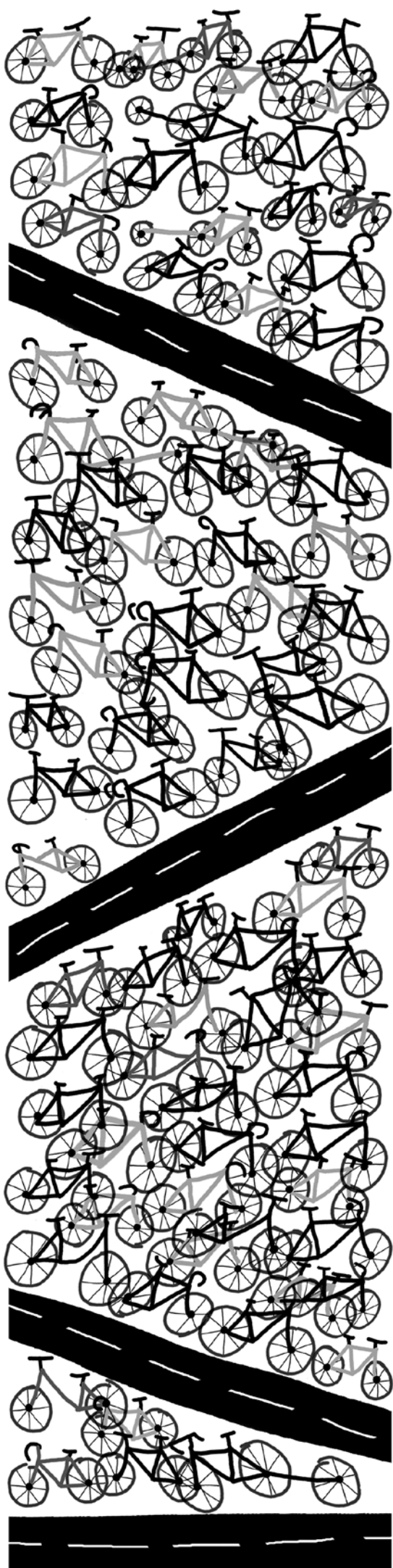
Si la plupart des journalistes tendent donc à confondre restructuration et annulation, une recherche rapide sur Wikipédia explique pourtant bien les tenants et aboutissants d'une restructuration : « *L'intervention habituelle du FMI en cas de défaillance consiste à rétablir la solvabilité des États par un ensemble de mesures de restructuration - c'est-à-dire de rééchelonnement, voire de réduction (abandon de créances) ou d'augmentation (injection d'argent frais) - de créances publiques et de programmes d'ajustement structurel, et donc à assurer en définitive les paiements au secteur privé (notamment bancaire)* ».⁹

Dit en d'autres mots, la restructuration sert à alléger la dette pour que le pays en question continue à rembourser, sans la moindre remise en cause de l'origine et de la légitimité de cet endettement¹⁰. Certains qualifient cette opération de « *blanchiment de dette illégitime* ». C'est dire.

Robin Delobel

- (1) Il est à noter que certains distinguent « rééchelonnement » et « restructuration », ce dernier terme ne désignant dès lors que les réductions de dette par abandon d'une partie des créances dues. Cette définition restreinte n'est pas celle retenue ici.
- (2) Somme des intérêts et de l'amortissement du capital emprunté.
- (3) Restructuration, audit et annulation de la dette, entretien d'Eric Toussaint <http://cadtm.org/Restructuration-audit-suspension>.
- (4) Capitaux dont une économie ou une entreprise peut disposer à un instant T. Un manque de liquidités peut conduire une entreprise à la liquidation et une économie à la récession.
- (5) Voir la revue Les Autres voix de la planète », 4ème trimestre 2015, « Restructuration - solution ? »
- (6) http://www.lemonde.fr/international/article/2005/09/16/l-annulation-de-la-dette-des-pays-pauvres-ameliore-leurs-performances-economiques_689810_3210.html
- (7) <http://www.europe1.fr/economie/grece-a-quoi-ressemblerait-une-restructuration-de-la-dette-1366422>
- (8) Pour en prendre connaissance d'une manière ludique, une vidéo d'animation courte et très complète qui résume le rapport : <http://www.cadtm.org/La-dette-grecque-une-tragedie,13738>
- (9) <https://fr.wikipedia.org/wiki/Restructuration>
- (10) Sans même s'appesantir sur le fait que continuer à rembourser sa dette nécessite forcément la croissance et toutes ses destructions.

DYNAMOBILE, DEUX DÉCENNIES D'UNE INITIATIVE DE TRANSITION



J e n'ai quasi pas entendu les ronfleurs et, après quelques secondes, j'ai plongé dans un profond sommeil. Et pourtant, nous étions plus de 150 dans la pièce... Quand je dis la pièce, c'était une salle de sport, seul endroit assez vaste pour le repos nocturne des quelque 185 participants à ce Dynamobile 2016 que je venais de rejoindre à mi-parcours.

Dynamobile, c'est une randonnée cycliste regroupant, depuis 22 ans, plus de 100 fans du vélo qui, la plupart du temps au départ de Bruxelles, parcourent, chaque année vers la fin juillet, 600 km en 10 étapes. Cette année, l'itinéraire reliait Paris au Mont-Saint-Michel, en suivant une voie verte nommée la Véloscénie¹. C'est avec grande joie que j'ai retrouvé, parmi les 185 valeureux cyclistes, nombre d'amis avec qui j'avais déjà pédalé lors d'éditions précédentes. Mais reprenons les choses au début...

UN PEU D'HISTOIRE

Tout a commencé en 1993. Cette année-là, des écologistes allemands ont organisé une action baptisée *Auftakt* (prélude musical) : quatre groupes de cyclistes ont convergé vers Berlin pour faire entendre leurs revendications et 4500 personnes, venues à vélo se sont réunies à Magdebourg lors d'un grand festival environnemental. Six Belges s'étaient joints à la colonne partie d'Aix-la-Chapelle et avaient trouvé cela enthousiasmant. L'année suivante, avec des Hollandais et des Allemands, ils renouvelèrent l'expérience sous le nom de Grenzenloos/Sans Frontières. Les Belges furent cette fois plus de 50 et, partis de Bruxelles, rejoignirent les voisins à Aachen et visitèrent l'Allemagne et les Pays-Bas avant de revenir au point de départ. J'ai participé aux premières étapes et garde un vif souvenir de cette aventure, quelque peu chaotique, mais animée par la fougue des jeunes militants venus de l'Est et du Nord.

En 1995, c'est entre eux que les Belges s'organisèrent : Dynamobile était né. L'initiative fut le fait d'activistes de la cause cycliste, soutenus les premières années par le SCI (Service civil international), le GRACQ (Groupe d'Action et de Recherche des Cyclistes Quotidiens), la Ligue des Familles, des membres de la CSC... Dynamobile allait s'organiser progressivement, de plus en plus professionnellement oserais-je dire, même si ce terme ne convient guère à une initiative autogérée. Une ASBL fut créée et porte depuis lors deux objectifs : « plaisir de rouler ensemble dans une ambiance chaleureuse » et « transmettre et défendre l'idée que le vélo est un moyen de déplacement intelligent et incontournable dans l'organisation actuelle des déplacements » (Denise Maerevoet, présidente durant 15 ans).

Beaucoup ont agi pour que Dynamobile vive et prospère sur les routes du centre de l'Europe et j'accorderai une mention spéciale à la famille Degand qui avec Philippe et Denise, leurs enfants et petits-enfants, cousins et amis, furent et restent un pivot de cette « vél'odyssée » des temps modernes (là, je suis franchement lyrique...). Pour tous les détails sur les femmes et les hommes qui se sont dévoués pour faire exister ce projet, liront avec fruit le livre de Bernard Ide et Anne Gilbert (la nouvelle

et 3ème présidente de l'ASBL, qui n'a jamais vu d'homme à sa tête...) La fabuleuse histoire de *Dynamobile*.²

Le peloton a jeté l'ancre dans 220 villes-étapes ; routes, pistes et sentiers furent foulés en Belgique, Allemagne, France, Pays-Bas, Grand-Duché du Luxembourg et Angleterre... Des centaines de responsables furent rencontrés lors des étapes. Bourgmestres, maires, échevins, ministres³ qui, souvent de manière fort sympathique, accueillèrent dans leur fief les cyclistes (en général fourbus, mais toujours combattifs), se voyaient interpellés : « Dites, le carrefour, là-bas, c'est un véritable *guet-apens* pour cyclistes ; il faudrait aménager cela... » ; ou « Votre ville est très jolie, mais si vous aménagiez un peu mieux le chemin de halage, vous verriez sûrement arriver des tas de touristes à vélo... » Et l'on a vu apparaître de meilleurs aménagements routiers et, s'il reste encore beaucoup à faire, les cyclistes commencent à être pris en compte. La Wallonie et la France voient respectivement se multiplier les RAVeL (Réseau autonome des Voies lentes) et autres Voies Vertes. Les associations cyclistes locales et régionales (qui guident et accueillent souvent Dynamobile) sont à l'origine de cette prise de conscience, mais nous voulons croire que notre peloton n'est pas étranger à une certaine sympathie que rencontre de plus en plus largement la cause cycliste, là où nous sommes passés.

L'AUTOGESTION PÉDALANTE

Dynamobile a toujours fonctionné en totale autogestion. Peu d'organisations se sont développées sans aucun permanent salarié. C'est pourtant le cas de Dynamobile et cela marche grâce à un solide investissement de plus d'une trentaine de personnes. Certains y ont consacré près d'un mi-temps pendant plusieurs années. Au-delà de ce qu'elle apporte à ses protagonistes, cette autonomie a évidemment un avantage pécuniaire : les 10 jours de vélo coûtent aux participants moins de 300 euros, logement, nourriture et transport (évidemment) compris (prix encore moindre pour les enfants).

On a ainsi vu au sein de Dynamobile, émerger certains « métiers » particuliers : itinéristes (ceux qui vont reconnaître et tracer les parcours), signaleurs (ceux que l'on poste aux carrefours tranquilles pour orienter ceux qui sont lâchés par la tête du peloton) (vitesse moyenne de 13 km/h), capitaines de route (ceux que l'on poste aux carrefours dangereux pour régler la circulation). Ces derniers arrêtent les voitures, leur demandent (gentiment et poliment, bien que sans aucune légalité) de bien vouloir laisser passer les vélos et de redémarrer prudemment et lentement s'ils doivent dépasser ou croiser la caravane ; ensuite à l'arrivée du vélo-plumeau (voiture-balai), ils sautent sur leur vélo et remontent la file des vélos, qui s'étale parfois sur plusieurs kilomètres, pour aller reprendre un poste à un autre carrefour. Celui qui règle le train et dispose signaleurs et capitaines est le chef de peloton, poste à responsabilité qui demande une certaine autorité, car certains jeunes pleins d'énergie ont parfois envie d'aller plus vite que la musique, ce qui est la meilleure manière de se perdre. Cette technique d'étalement contrôlé permet la participation de tous à la randonnée. Les âges des participants vont de 22

mois (bébé dans une charrette attachée à l'arrière du vélo) à 80 ans et chacun trouve sa place, à son rythme. Rares sont les abandons, sauf pour chute, ce qui arrive inévitablement de temps en temps : 22 ans à 150 sur 600 km, cela fait quand même 2 millions de kilomètres parcourus (si, si, calculez). Il n'y eut jamais de blessures très graves à déplorer. Mais vous devinez le nombre de crevaisons et de pannes. Là aussi l'autonomie est de mise, car un vélo-mécano précède de peu le vélo-plumeau et aide les cas graves ou les peu bricoleurs. A l'étape, des mécaniciens dévoués aident (jusque tard parfois) à mettre en ordre les vélos fatigués. Et si une camionnette et une voiture avec remorque suivent pour recueillir éclopés ou vélos en panne, quasiment personne ne fait porter ses bagages (parfois fort lourds avec le matériel de couchage).

AUTONOMIE ET CONVIVIALITÉ

Si Dynamobile est un exemple d'initiative décroissante à inscrire dans la logique de la transition, c'est en raison de la volonté d'autonomie par la « maîtrise des outils » qu'elle porte. Non seulement le déplacement se fait sur des véhicules réparables par leurs utilisateurs, mais l'intendance (mère de la victoire de toutes les armées en campagne) est aussi gérée par le collectif. Une cuisine mobile sur camion accompagne le peloton, mais, chaque soir, une équipe d'une dizaine de cyclistes assure la « pluche », la mise en place des tables et la vaisselle. Les repas sont végétariens. Depuis toujours, la cuisine fut assurée par des néerlandophones : Rampenplan (plan catastrophe), Kokkerellen (cuisiner/ « se fritter » au sens de bagarre) et aujourd'hui l'équipe de Har et ses fils, ce Hollandais un peu ours, végétarien convaincu et détestant le gaspillage alimentaire (faut voir comme il se fâche quand certains se servent trop et vident le reste de leur assiette dans la poubelle). Il n'a pas son pareil pour recycler les « invendus » et les accommoder dans le repas du lendemain. Il faut dire que ce n'est pas toujours facile de prévoir la demande, car, après quelques jours, certains carnivores incurables font le mur, le soir, et vont goûter les spécialités locales souvent viandeuses. Har n'emmène pas ses pommes de terre depuis chez lui, mais se procure des aliments locaux.

L'approvisionnement dans les régions traversées est aussi la volonté du *Solar bar* : un vélo des années 1930 (c'était du non-obsolète en ces temps-là) tire une remorque sur laquelle un panneau solaire alimente un frigo rempli de limonades et de bières locales pour le soir (comme il n'est plus guère de contrée qui n'a pas sa brasserie artisanale de nos jours, les découvertes sont nombreuses). La bière est en concurrence avec le « stand vins ». Le succès de ces deux « commerces » (aux prix modiques) dément la croyance imbécile que la simplicité volontaire est synonyme d'ascèse. L'ambiance qui règne les soirs d'étape démontre le contraire : la joie de vivre y est omniprésente. J'observais avec plaisir cette vingtaine de personnes qui chantaient en chœur : sourires épanouis et yeux brillants de plaisir laissaient voir ce que peut signifier la notion parfois un peu théorique de « convivialité ». Si la guitare de Karin et les chansonniers de Philippe rythment les soirées, il y a aussi des animations plus culturelles. Ainsi, cette année, un historien a fait un exposé, avec diapos, sur le Mont-Saint-Michel qui nous a fait trouver un peu indigents les commentaires des guides officiels du Mont, deux jours plus tard.

LA SOLIDARITÉ, LE MAÎTRE-MOT

On trouve dans le peloton un éventail social plus large que dans bien d'autres initiatives de transition. Le vélo rassemble ouvriers, employés, enseignants, psys, retraités, pros de la mobilité douce, ex-députés (écologes bien sûr...), gardiens de prison, jardiniers... Et ces différences sociales échangent, dialoguent, s'entraident. Un intello a bien besoin d'un

bricoleur pour réparer un bris de chaîne, un citadin est heureux des explications d'une fleuriste pour nommer les plantes du bord du chemin... Deviser en pédalant est propice aux confidences : tout comme le psy et son patient échangent mieux quand ils ne se font pas face, parler tout en regardant devant soi (c'est plus prudent) favorise des échanges riches et profonds. Antoine de Saint-Exupéry n'a-t-il pas dit « *Aimer, c'est regarder ensemble dans la même direction* » ?

La vie commune de Dynamobile suscite naturellement une grande solidarité. Une traduction de cette solidarité est la présence de personnes dites « moins valides ». Je me souviens d'un unijambiste que l'on avait parfois du mal à suivre. Des tandems permettent à certains de réaliser un rêve qu'ils ne pourraient mener seuls. Daniel et sa fille légèrement handicapée sont, sur leur tandem, parmi les « piliers » qui font Dynamobile. Cette année, Claude, aveugle, chaque jour avec un conducteur différent, jouait le rôle de moteur apparemment fort efficace. Ce fut un plaisir de parler avec cet homme d'un certain âge, locomotive du projet exemplaire de monnaie complémentaire, le « Blé » échangé à l'initiative de Grez en transition⁴.

Au fil des ans, un public particulier s'est ainsi créé. Un soir, j'ai invité à échanger sur le thème « *Les dynamobiliens sont-ils des objecteurs de croissance qui s'ignorent ?* ». Et la bonne trentaine de courageux qui ont accepté de deviser entre 10h30 et minuit, plutôt que de regagner leurs couchettes pour un repos bien mérité, m'ont convaincu que je ne me trompais pas de titre. Un participant avait été au sommet international des décroissants de Leipzig et un Français avait avec lui 5 exemplaires du magazine *La décroissance* ; 500 grammes de littérature décroissante sur son vélo pendant 600km, si ce n'est pas de la militance ça...

LA TRANSITION EN ROULANT

Se trimballe donc sur les routes une microsociété qui, durant 10 jours, vit et concrétise des idéaux parfois théorisés ailleurs. Et ça a du succès : on refuse des dizaines de demandes d'inscription chaque année ; les mordus guettent avec anxiété la date d'ouverture de ces inscriptions pour être sûrs de ne pas rater le wagon. Certains se sont même demandé s'il ne faudrait pas organiser deux Dynamobile sur l'été. Plutôt irréaliste et comme l'ambiance est excellente et aplanit vite les inévitables petites frictions d'une vie commune, il n'y a même pas la perspective d'un schisme qui créerait, comme dans tant d'organisations, une dissidence rivale.

Dynamobile mérite donc bien, je crois, le titre de cet article. Comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, des centaines et des centaines d'amoureux de la petite reine ont pratiqué, depuis 2 décennies, des expériences qui préfigurent un mode de vie que les objecteurs de croissance et autres transitionneurs rêvent de voir se généraliser dans nos sociétés. Certes, 10 jours de vacances, même militantes, entre personnes sélectionnées par une démarche volontariste, c'est autre chose que l'ensemble de la société. Mais c'est en agissant, en créant, que l'on apprend et que l'on prépare la concrétisation de ce que certains appellent utopie.

Alain Adriaens

- (1) <http://www.veloscenie.com>.
- (2) *Ide Bernard, Gilbert Anne, La fabuleuse histoire de Dynamobile. Une rando à la gloire et au service du vélo*, Bruxelles, 2015. On peut le commander sur www.dynamobile.net.
- (3) Quelques responsables politiques qui ont entendu les demandes des militants du vélo : André Antoine, Karl-Heinz Lambertz, Charles Michel, Jean-Michel Javaux, Richard Fournaux, Philippe Courard (une étape en 2011), Isabelle Durant, José Daras et Adelheid Byttebier (toute l'édition 1995!).
- (4) <http://www.greztransition.be>

POVERTY.INC AU FESTIVAL ALIMENTERRE

La citation qui ouvre le documentaire, de Machiavel, en dit long : « *rien ne change jamais car ceux qui ont à y perdre ont tout le pouvoir, et ceux qui ont à y gagner n'en détiennent aucun* ». Si Poverty.Inc souligne bien que la lutte contre la pauvreté ne fonctionne pas et que tout le monde le sait, « *les icônes de la charité* » continuent à faire la même chose. La charité se nourrit essentiellement de cette fausse image de l'Autre, de ces fausses réalités qui voudraient nous faire croire que l'Afrique est pauvre (« elle est une réserve de matières premières pour les pays riches ; les pays dits "pauvres" sont riches en pétrole, diamants, bois, terre, or... »).

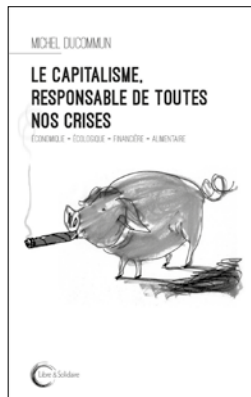
De la « solidarité » découle des pratiques perverses, telle la gratuité qui par l'envoi de denrées alimentaires, objets manufacturés, soutiens en tous genres, au lieu de libérer les peuples du « Sud » tuent leur économie, l'artisanat local, leur savoir-faire et les rend dépendants de l'aide occidentale. L'aide humanitaire est ainsi devenue structurelle, simple suite historique de la colonisation. La misère une fois créée donc, celle-ci génère aussi les « faux-orphelins », dont Poverty.Inc offre un témoignage cinglant : en Haïti, 80 % des enfants placés en orphelinat ne sont pas sans parents mais sont des orphelins de la pauvreté pour lesquels de riches occidentaux lâcheront 20 000 dollars pour les « acquérir ».

Si Poverty.Inc souligne les grandes contradictions de la lutte contre la pauvreté, la démonstration ne va pas jusqu'à une critique profonde de l'idéologie du développement et du modèle occidental.

Vous pourrez voir Poverty.Inc (le 15 octobre à 21h00) et d'autres films au **festival Alimenterre, du 13 au 16 octobre à Bruxelles**, cinéma Galeries (Aussi à Arlon, Liège, Ottignies/Louvain-la-Neuve, Charleroi, Namur, voir www.festivalalimenterre.be).



VU, LU, ENTENDU



AUX ÉDITIONS LIBRE ET SOLIDAIRE

Depuis quelques années, Christian Araud, consultant international à la retraite, est en ébullition littéraire. Avec Préludes à la transition. *Pourquoi changer le monde ?* (éd. Sang de la Terre, 2012), son nouvel ouvrage *Des solutions pour agir. Le pari de la solidarité* (211 pages) est son meilleur cru. Ouvrant son étude sur la certitude de la catastrophe globale, il en vient rapidement aux solutions pour agir, dans le cadre de la décroissance. Fort de sa longue expérience professionnelle, il examine, en sociologue, toutes les alternatives existantes, en pesant le pour et le contre, sans concession, lucidement, pragmatiquement, se tenant à mi-chemin de la théorie pure et de l'exposé détaillé des pratiques,



ainsi lorsqu'il parle de la permaculture qu'il voit comme un modèle à suivre. La classification habituelle est reprise : action individuelle, action avec les autres, actions sur le marché - où il réhabilite la figure de l'entrepreneur -, action politique. Son idée la plus originale est la libération des territoires par des communautés autonomes et résilientes, que ce soit à la campagne ou dans des petites villes. Dans sa conclusion, il distingue la cohérence qualitative et la cohérence quantitative, cette dernière où il défend sa préférence pour la résolution technique, voire technocratique (!), des problèmes. C'est peu courant dans les milieux antiproductivistes, plus enclins à la spéculation philosophique. Échappant autant à l'optimisme irréaliste qu'au pessimisme démobilisateur, Christian Araud nous donne ses solutions pour agir partout et à tout âge.

Essayiste et ancien parlementaire du canton de Genève, Michel Ducommun - qui porte bien son nom - nous fournit, avec *Le capitalisme responsable de toutes nos crises, économique, écologique, financière, alimentaire* (165 pages), un bréviaire écosocialiste propre à permettre à un large lectorat de comprendre les facettes multiples du capitalisme et à suggérer comment nous pourrions sortir de celui-ci par le haut. Le ton est plutôt à l'optimisme de la volonté. Il reprend du marxisme ses concepts opératoires aujourd'hui (aliénation, exploitation, baisse tendancielle du taux de profit, critique de l'État, idées dominantes de la bourgeoisie, etc.) et ignore ceux impropres à penser le réel (comme le matérialisme historique). Parfois à partir de graphiques clairs à vocation pédagogique, quelques vérités et évidences sont rappelées avec force, par exemple que « *c'est l'augmentation des revenus et non des taux d'imposition qui est à l'origine de l'augmentation des recettes fiscales* » (p. 25), que « *tout le profit réalisé dans n'importe quel secteur n'a sa source que dans la plus-value réalisée dans le secteur productif* » (p. 56), ou encore que « [...] *l'organisation sociale doit être basée sur des collectivités relativement restreintes* [...] » (p. 109).

Il y a cependant quelques bémols à relever. Ducommun reprend le chiffre habituel de la FAO selon lequel la Terre serait capable de nourrir 12 milliards d'habitants. Si cela est (peut-être) toujours le cas en 2016, rien ne dit que ce sera encore possible à moyen terme, comme nous le signalent des auteurs spécialisés dans les questions d'agriculture tels Pablo Servigne et Hugues Stoeckel. L'auteur fait l'impasse sur la technoscience, alors qu'est patent son rôle dans la recherche de profit capitaliste et dans la destruction des écosystèmes et du monde commun. La simplicité et la frugalité ne semblent pas trouver grâce à ses yeux (p. 141), car il apparaît encore trop confiant dans le développement des forces productives (p. 142), bien qu'elles doivent respecter les limites écologiques, ajoute-t-il. Ducommun termine son livre avec quelques mesures salutaires par lesquelles commencer : décroissance des armements, de la publicité et de l'obsolescence programmée. Évidemment, on le suit !

Christian Araud, *Des solutions pour agir. Le pari de la solidarité, éd. Libre et solidaire, Paris, éd. Libre et solidaire, 2016.*

Michel Ducommun, *Le capitalisme responsable de toutes nos crises, économique, écologique, financière, alimentaire, Paris, éd. Libre et solidaire, 2016.*

B. L.



COSMOS

Michel Onfray dit que *Cosmos* est son « premier livre ». De toute évidence, il exagère...

On y retrouve en effet l'Onfray des quelque 80 ouvrages qu'il a déjà publiés. Défenseur militant d'un hédonisme jouissif et parfois même cruel, pourfendeur acharné de tous les monothéismes qu'il conchie avec jubilation, il reste fidèle à son

analyse de nos sociétés et du rôle que devrait, selon lui, jouer la philosophie. Mais il est vrai que le ton de *Cosmos* diffère quelque peu des œuvres précédentes du philosophe grand admirateur de Nietzsche. Il ne consacre plus trop de sa superbe énergie verbale et dialectique à abattre les idoles frelatées du petit monde intellectuel classique, mais s'ingénie plutôt à proposer une vision positive de la société, réintégrée dans l'univers, le cosmos, justement.

Ce qui a changé par rapport aux livres précédents d'Onfray, est peut-être la diminution de l'ironie mordante, du mépris affiché pour les esprits « faibles », ceux qui ne peuvent vivre sans les illusions rassurantes des religions et des croyances en des paradis, célestes ou temporels. Le décès de son père et de sa compagne, qu'il évoque ici, aurait-il rendu Onfray plus tolérant ? On trouve moins de colère sous la plume de l'auteur de *Cosmos*. Ce fils aimant d'un père ouvrier agricole reste un critique virulent des puissants, des idéalistes (philosophiques) qui ont inventé le dualisme corps/esprit. Le cynisme (philosophique!) d'Onfray est ici moins marqué de pessimisme et il ose imaginer un monde où l'homme réintégrerait quelque peu la nature dont il s'est volontairement, et pour son plus grand malheur, séparé. Onfray, le sceptique, reste bien du côté des pauvres, des humbles, des miséreux, des gens de peu, du lumpenprolétariat, des démunis, des gueux, des petites gens (litanie à la M.O.) qu'il connaît bien, qu'il aime et qu'il voudrait amener vers la sagesse de la philosophie quotidienne, comme le montre l'énergie qu'il met à développer son Université populaire à Caen.

Lui qui parlait si volontiers de panthéisme, de chamanisme, puise dans la nature des exemples qui illustrent qu'il est bon d'accepter

la volonté de puissance qui est en chacun de nous, tant qu'elle ne tend pas délibérément à faire souffrir autrui. Les migrations mystérieuses des anguilles, la montée irrésistible d'une mythique liane javanaise sont des exemples du conatus spinozien qui veut que tout vivant persiste dans son être. Onfray, qui méprise quelque peu l'écologie, qu'il dit « mondaine », des urbains dénaturés, doit sûrement apprécier le slogan des jeunes qui manifestaient autour de la COP 21, fin 2015 : « *Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend !* ». Les orages (désirés ?) que préparent les ZADistes, ces révoltés d'aujourd'hui, ne doivent pas déplaire à cet amoureux de la vie.

Onfray Michel, *Cosmos. Une ontologie matérialiste*, Paris, J'ai Lu - Essai Poche, 2015

A.A.



COLLABORER ? OUI, MAIS COMMENT ?

Homo cooperans 2.0, de Matthieu Lietaert mérite sans conteste d'être lu par tous ceux qui se posent des questions, fort légitimes, sur ce qu'est et peut devenir l'économie collaborative dont on parle de plus en plus, en bien

comme en mal (voir l'interview de l'auteur dans le Kairos 25).

Le livre de Lietaert se compose de trois grandes parties. Il décrit d'abord brièvement ce qu'a pu être la coopération au sein de l'espèce humaine et surtout l'accélération que peut permettre l'apparition d'Internet et la multiplicité de liens virtuels de type pair-à-pair qu'il permet aux niveaux local, régional ou mondial. Le chapitre se termine par une liste des liens les plus utiles (en France et Belgique surtout) pour ceux qui veulent découvrir ou pratiquer une collaboration en ligne.

La seconde partie, « Un système à bout de souffle », nous décrit le monde actuel et les 4 tares qui font qu'il nous conduit inéluctablement dans l'impasse : excès de consommation, excès de publicité, excès d'individualisme, excès de croissance. La simple énumération de ces 4 excès fait comprendre que le discours de Matthieu Lietaert est en phase totale avec la pensée des décroissants. L'intérêt pour les connaisseurs est le fait que les références sont ici principalement états-uniennes et offrent une approche différente, mais complémentaire à celle que pratiquent les décroissants francophones.

Enfin, la troisième partie « La bataille pour les biens communs » nous dresse un tableau de ce que pourrait être l'avenir... Un avenir incertain, entre les hypothèses plutôt internes au système capitaliste qu'entrevoit Jeremy Rifkin et celles, bien plus (r)-évolutionnaires, que défend Michel Bauwens.

Un livre de 112 pages seulement, mais d'une grande densité, vérifiable aide à la compréhension des combats de la transition qui se multiplient face aux menaces du productivisme néolibéral.

Matthieu Lietaert, *Homo cooperans 2.0. Changeons de cap vers l'économie collaborative!*, Bruxelles, Couleur livres, 2015.

A.A.

UNIVERSITÉ D'AUTOMNE D'ATTAC

ATTAC, l'Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Action Citoyenne, organise son université d'automne, et ce durant trois jours : le vendredi 7 octobre à Bruxelles tout d'abord, au théâtre national où se jouera *Money!*, un spectacle mis en scène par Françoise Bloch ; le samedi 8 et dimanche 9 octobre ensuite, à Liège, pour une série de conférences/débats, projections et autres ateliers autour de thèmes tels que la finance, la mise en place d'une démocratie efficace et la redistribution des richesses.

L'occasion pour nous aussi de vous dire que Kairos sera présent sur le stand d'ATTAC, pas cette fois-ci, mais bien le 26 et 27 novembre à l'occasion du festival Ciné d'ATTAC au Botanique à Bruxelles. Bernard Legros, collaborateur de Kairos, participera par ailleurs au débat le dimanche à 14 heures : « Le système est-il en bout de course ? »

Pour plus d'infos et inscription à l'université d'automne d'ATTAC, visitez leur site : wb.attac.be

VIVE LE POPULISME

Avec la victoire du Brexit en Grande-Bretagne, le mot « populisme », déjà pas mal utilisé auparavant, est devenu la panacée dans la bouche de ceux qui veulent se consoler de ce vote insupportable pour la nomenclatura qui entend diriger l'opinion.

Utilisé à tort et à travers, ce terme ne veut évidemment plus rien dire. Dans l'exemple anglais, il recouvre à la fois les positions des défenseurs de l'extrême droite xénophobe et raciste à la Farrage, la mélancolie vaguement souverainiste de ceux qui regrettent l'Empire britannique et la réaction des classes populaires qui ne supportent plus la politique néolibérale imposée par la Commission européenne.

En définitive ce terme n'explique rien sur ceux qu'il prétend désigner, mais beaucoup sur ceux qui l'emploient à tort et à travers. Il traduit en fait le mépris des classes dominantes pour le peuple (*populus*) dont il ne peut accepter qu'il se mette en travers dans leur volonté de modeler nos sociétés selon le modèle hypercapitaliste. Malgré la propagande in-

cessante des médias dominants, malgré la mise au pas de la social-démocratie qui relaie sans broncher les mots d'ordre néolibéraux, les peuples, en France et aux Pays-Bas en 2005 et en Grande-Bretagne en 2016, persistent à contester le nouveau désordre mondial.

Les seuls qu'on entend encore défendre le peuple et tenter de le réveiller et de lui faire prendre conscience d'où se trouvent ses vrais ennemis, ce sont des contestataires comme Mélançon et Onfray. Ceux-là, d'origine populaire, condamnent avec force le rejet du peuple qui caractérise les pseudo « élites » (c'est comme cela qu'ils se sont eux-mêmes appelés). Partageant la colère du peuple face au mauvais traitement brutal auquel il est soumis, ils expriment parfois leur révolte avec une véhémence verbale qui les dessert et qu'exploitent habilement les chiens de garde des puissants.

Si l'on n'écoute pas ces véritables défenseurs du peuple, il y a fort à parier que la grandissante colère du peuple abusé se perdra vers ceux, comme l'ex-

trême droite, qui le flattent et tiennent les discours simplistes qui le rassurent (là est le vrai populisme). Écoutons dès lors la saine colère et la mise en garde d'Onfray: « *Le marché qui fait la loi dans la droite et la gauche de gouvernement depuis 1983 a réalisé un populicide à grande échelle. [...] Le peuple qui pense est l'antipode de la populace qui régurgite. Et si l'on aime le peuple, c'est mon cas, il faut ne pas aimer la populace qui répète ce qu'elle entend, lit et voit dans les lieux de la Kommandantur intellectuelle que sont les radio et télévision d'État, la presse subventionnée et qui se goberge des laïus des éditorialistes qui se répandent dans ces lieux-là. Le populicide libéral commis par la droite et la gauche permet de gouverner sans le peuple et de jouer avec le troupeau de ceux qui continuent à apporter leur crédit aux barbares qui massacrent leur intelligence à bas bruit. Quand les populicides ne font pas de bruit, c'est que la populace est en passe de remplacer le peuple.* ».

Alain Adriaens

PETIT DICTIONNAIRE DE LA NOVLANGUE

IMMERSION AU SEIN DE L'ÉVOLUTION MÉDIATIQUE ET POLITICIENNE DU LANGAGE.

2. GROGNE

Alors là, en matière de Novlangue, c'est du tout bon! Du gros calibre, mon bon Monsieur: du pro-to-type! Lorsqu'on est ministre, que rêver de mieux qu'une disqualification de la grève et des mouvements sociaux par le langage médiatique?

Ce terme, très à la mode dans la presse, révèle à quel point la Novlangue peut servir la gamelle de soupe au pouvoir en place. Il est toujours intrigant de s'interroger sur le journaliste qui, en premier, a bien pu décider, bloqué en plein embouteillage: « *Foutre, cette fois je me venge, en arrivant au journal j'efface grève et j'écris Grogne!* »... Nous ne connaissons sans doute jamais l'identité de ce pionnier du langage, mais s'il se reconnaît, qu'il écrive au journal! Ses fiers aveux seront publiés et nous lui fournirons un abonnement gratuit, car nous nous devons de lui reconnaître son efficacité! Il a fait école ce petit, plus une semaine ne s'écoule dorénavant sans qu'apparaisse sa trouvaille: Grogne par-ci, mouvement de Grogne par-là... Les infirmières grognent. Les magistrats grognent. Les étudiants grognent. Les fonctionnaires grognent. Les chauffeurs de bus grognent... Sacrés journalistes, si prompts à revendiquer le caractère neutre de leurs informations: tout le monde y en a grogner! Même flics grogner quand eux pas contents!

De quoi parle-t-on, en réalité? Dans l'actualité sociale, accolés à ce terme se trouvent par exemple des postiers héritant du travail auparavant effectué par plusieurs individus, à des rythmes hallucinants et chronométrés à la seconde près. Ou encore des infirmières réalisant un travail fondamental et éreintant, pour des salaires de misère. Des enseignants travaillant dans des classes surpeuplées, sans matériel adéquat. Des avocats, honteux des conditions dans lesquelles ils vont devoir défendre leurs clients. Un peuple face à des licenciements massifs, par paquets de cent ou de mille, réalisés par des encravatés milliardaires à la tête

d'entreprises en bénéfice. Ou encore des chômeurs, exclus de leurs droits aux allocations quand les journalistes, toujours eux, vanteront le mois suivant la politique gouvernementale et la baisse du nombre d'unités de chômeurs... Cette énumération n'est pas exhaustive et toutes et tous, pour nos neutres professionnels de l'info, ne revendiquent pas, ne contestent pas, ne se mobilisent pas... Non: ils grognent!

La Novlangue a également pour effet d'orienter le contenu faisant suite au titre. Là où la relation de faits de grève devrait démarrer par les raisons du mouvement, les revendications des grévistes, le ras-le-bol du système économique et politique en place..., l'exposé d'un mouvement de Grogne, lui, démarre par des témoignages d'individus prétendument lambda. Mais lambda-rôleurs, lambda-exaspérés par la Gr... ogne! Bloquée sur la route, madame pas contente. Pas de train pour aller au travail, monsieur pas content. Rue commerçante bloquée, jeune homme pas content. Avion pas pris, valise non restituée, famille pas contente... Fichtre, comme il est ennuyeux de les avoir sous les yeux en pleine lumière, ces gens luttant pour leur survie! Diantre, qu'ils sont pénibles de sacrifier leur salaire pour nous ouvrir les yeux sur l'état de notre société! Il serait semble-t-il dommageable d'assister à une pleine prise de conscience par tous les lecteurs, auditeurs et spectateurs, des problèmes dans lesquels nous sommes plongés.

Jamais à court d'inventivité pour la Novlangue, dans le même domaine les gens de pouvoir ont inventé un autre terme. Les Belges... enfin les Wallons... les Bruxellois aussi... on ne sait plus très bien... peut-être les Flamands aussi finalement, sont des... tadaaam: « *Gréviculteurs* »! Ça laisse rêveur! Tel un légume d'un type nouveau, la grève doit être arrosée tous les deux jours... Encore un néologisme à l'origine incertaine, mais sans aucun doute issu d'une sphère dominante. Si les travailleurs sont des gréviculteurs, alors le fournisseur-grainetier tient son quartier général au 16 rue de la Loi. Le plus fou, dans cette situation médiatico-politique

contemporaine, c'est que face à l'ampleur phénoménale des scandales économiques observables au quotidien, nous constatons plutôt un calme d'une ampleur tout aussi phénoménale! Face au désastre social, quel incroyable calme! Journalistes adeptes de la Novlangue, vos journaux sont chaque jour plus édifiants et redéfinissent votre profil de fonction: maintenir le calme. Vous êtes devenus des militants anti-grèves. Bravo, proficiat, congratulations.

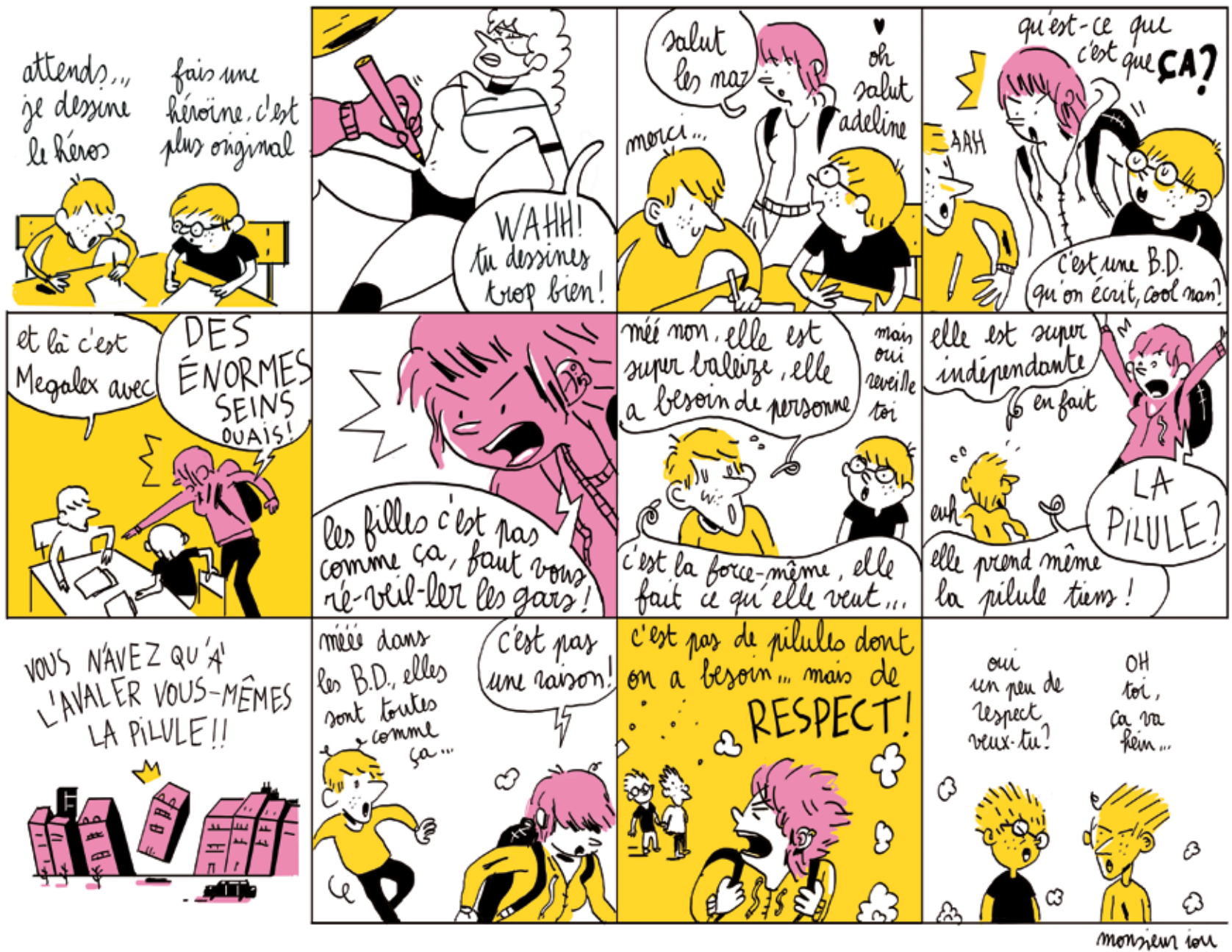
Il nous reste à nous intéresser précisément au mot d'aujourd'hui... d'où vient-il? Il s'agit d'un cri, mais pas n'importe lequel, celui d'un animal. Là où le cerf brame, le cheval hennit. Là où le chat miaule, la chouette hulule. Et là où l'éléphant barrit, la girafe meugle ou mugit. Et qui c'est-y qui Grogne? Le cochon! Oui, le PORC! Gruuïïïk!

Est-ce à dire que dans votre langage journalistique, lorsque vous êtes face à des travailleurs en lutte pour leur survie, vous y voyez une porcherie? Vous attendez-vous à l'amour des travailleurs en grève, lorsqu'ils entendent ou lisent qu'ils grognent? Journalistes, promettez de ne surtout pas jouer aux vierges effarouchées si un jour prochain vous vous faites canarder à votre arrivée au piquet de Grogne... Ou si un jour un collègue se retrouve allongé sur la chaussée, le crâne ouvert, aux côtés de policiers violents...

Avec tout ça, nous ne connaissons toujours pas quel journaliste a tenté en premier le coup de la Grogne, ni s'il l'a fait de sa propre initiative ou poussé par l'un ou l'autre ministre MR ou PS... Une certitude, en revanche: le mouton, lui, il bêle!

Bêêêêê, bêêêêê, bêêêêê!

Gérald Hanotiaux



PETIT DICTIONNAIRE DE LA NOVLANGUE

IMMERSION AU SEIN DE L'ÉVOLUTION MÉDIATIQUE ET POLITICIENNE DU LANGAGE

Aujourd'hui: 2. GROGNE



Illustration: Pierre Lecrenier

Nom féminin.

Usage

La régularité de ce terme semble augmenter, de manière générale mais aussi ponctuellement, en période agitée sur le terrain social. Cette augmentation d'usage se réalise en parfait parallèle avec la montée de la contestation des politiques gouvernementales.

Définition

Action de protestation, à catégoriser négativement aux yeux du public. Au plus l'action sera décrite comme néfaste, au moins le quidam pensera aux légitimes revendications affirmées par l'action, ni ne sera tenté de se solidariser avec les protestataires et d'embrayer dans son milieu professionnel.

Expressions

«Mouvement de Grogne des transporteurs» (Sudpresse)

«Nous allons nous intéresser à cette Grogne, au niveau de la magistrature» (Matin Première - RTBF)

«La perte est estimée entre 75 et 100 millions d'euros, à cela il faut aussi ajouter l'impact des mouvements de Grogne sociale» (JT RTBF)

Synonymes

Avant les glissements de sens de la novlangue: grève, manifestation, mouvement social.

Développement du nov-mot, par **Gérald Hanotiaux**, en page 23

L'AN PIRE RESTE À VENIR



*Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur: www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

